

La presse féminine (Evelyne SULLEROT) prix Tribune Socialiste

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 165. — 19 OCTOBRE 1963

Seule la baisse réelle de la viande intéresse les travailleurs

Pour un statut des objecteurs de conscience



Samedi 12 octobre, à l'appel de l'Action civique non violente et d'un certain nombre d'organisations dont la C.F.T.C., le Mouvement de libération ouvrière, le Service civil international, etc., 700 à 800 per-

sonnes ont accompagné une délégation de 9 objecteurs de conscience à l'Assemblée nationale, réclamant que soit pris en considération un statut déjà promis depuis longtemps. (Page 8.)

Les décisions prises par le Pouvoir sont en fait un traquenard afin de mieux camoufler l'échec du plan anti-hausse.

Une fois de plus l'opération vise à maintenir l'indice des 179 articles et à éviter le relèvement du SMIG.

Lettre ouverte sur un deuil "populaire"

LA « une » des journaux dits d'information et de tous les hebdomadaires légitimes nous a, cette semaine, montré, en long et en large, la foule pressée et émue défilant devant le cercueil d'Edith Piaf.

Radio, télé, cinéma nous ont sorti tous les montages, interviews, commentaires sanglotants, déjà préparés depuis plusieurs mois pour cet « événement national ».

Eh bien ! très franchement, « non » à tout cela. Ce sentimentalisme imbecile, cet intérêt morbide, ce « grand cri du cœur populaire de Paris », comme j'ai entendu le qualifier, tout cela me hérisse, m'écoëure, me met en colère.

Qu'Edith Piaf ait été courageuse, sincère, généreuse, qu'elle ait été une

bonne chanteuse, c'est peut-être vrai, mais l'exploitation faite sur elle avec son concours gracieux et pas toujours désintéressé, tout au long de sa carrière, de ses amours, de ses mariages, suffit pour discréditer toutes ses qualités.

Il y en a marre de cet exhibitionnisme malsain qui s'étale à loisir dans la presse des pays capitalistes en flattant les bas instincts, l'inculture et la bêtise humaine.

Il y en a marre de cette presse du cœur aux histoires idiotes, aux héros stupides, aux fausses générosités, aux tremolos imbéciles.

Il y en a marre de ce système qui se veut libéral et qui abêtit chaque jour de plus en plus les cerveaux conditionnés des Français.

Toutes ces minettes qui se voient devenir princesses, toutes ces incompréhensions qui se pâment, toutes ces folles dont le refoulement tombe en vice, toutes ces ignares qui battent du cil, copient l'idole du moment, imitent ou envient ou adorent, toutes et tous mériteraient une bonne paire de claques...

Et plus encore ceux qui les nourrissent, serviles et conscients de leurs sales boulots. Tous ces ratés de la presse du cœur, ces serviteurs mal payés de France Dimanche, Ici Paris et autres journaux à foutre au feu.

Toujours à l'affût du scandale, du vice, du louche, l'inventant s'il ne le trouve pas, l'étalant sur le ton de la confession, de la révélation, ou de la dénonciation.

Tous ces pigistes de poubelle, oui, pour ceux-là, il devrait y avoir quelque part des usines ou des chantiers pour les accueillir et leur faire connaître un autre monde.

Oui, assez de Soraya au cœur lourd ; de Margaret incomprise ; de Philippe en rupture de reine ; de princesses et princesses valetées dans les night clubs ; de fiancées et de mariées à la sauce monarchiste européenne.

Oui, assez de ces adieux au public d'un Monsieur, hier collaborateur, aujourd'hui gaulliste, demain royaliste, après - demain communiste, pourquoi pas ?

Assez de ces faux dieux. Ils sont nocifs ceux qui pendent et ceux qui boivent.

Tous ces moutons de

Panurge de l'actualité confondent les valeurs françaises, mélangent ce qui est vrai, beau et juste, avec ce qui est fabriqué, trafiqué, maquillé, prostitué.

On peut, on doit même se sentir « concernés » par tous ces moyens d'expression, on peut vivre avec son temps sans tricher, on peut être homme sans être servile et bête.

Il y a d'autres combats à mener, d'autres causes à revoir, d'autres événements pour prendre parti, que ces vies et ces morts abusives.

Mais on ne peut vraiment être digne de vivre que si l'on dénonce sans relâche et sans ménagement toute la gangrène qui nous ronge.

Rémy Grillaut.

La mort d'une gamine

Une fillette de 13 ans est morte parce qu'à l'hôpital de Toulon il n'y a pas de chirurgien à temps complet.

Victime d'un accident de circulation, la petite Elisabeth Bancal, hospitalisée à 8 h. 15, n'avait pas encore été vue par un chirurgien à 11 h. 30.

Le personnel n'est mis en cause par personne. Il a fait son travail et l'a bien fait. Le surmenage qui est son ordinaire pour des salaires dérisoires — une infirmière diplômée débute à moins de 550 F par mois — excuserait pourtant bien des défaillances.

La logique ne voudrait-elle pas qu'un service de chirurgie dans le centre hospitalier d'une ville comme Toulon fonctionnât 24 heures sur 24 ?

Les chirurgiens ne manquent pas en France.

Si à Toulon on n'a pas une équipe chirurgicale à plein temps, c'est que le Pouvoir gaulliste, fort généreux pour développer sa force de frappe atomique, est particulièrement « grippé-sou » quand il s'agit de la santé du peuple.

Bien sûr un « accident » comme la mort de cette gamine n'arrive pas chaque matin. Alors, comme la presse en parle un jour ou deux, le gouvernement est tranquille. Il reste seulement, dans un petit logement d'une grande ville, des parents dont la gamine ne jouera plus au ballon.

Bonn et l'accord franco-allemand

Bonn s'éloigne petit à petit de l'accord franco-allemand. Après l'attitude allemande dans l'affaire du poulet, et des relations avec la Grande-Bretagne, le porte-parole officiel du gouvernement vient de déclarer « le gouvernement fédéral allemand est décidé à poursuivre énergiquement avec ses alliés le projet de force atomique multilatéral de l'O.T.A.N. ». Pas gentil pour le Guide européen, l'ami Fritz.

Police britannique...

Pour justifier l'opposition du gouvernement au désarmement de la police, réclamée de divers côtés à la suite de quelques tristes exploits de policiers à la détente facile, le ministre de l'Intérieur a tenu à dire que « toutes les polices du monde sont armées à l'exception de la police britannique ».

Ce dernier petit bout de phrase prend un caractère

amèrement cocasse quand on songe que si la police anglaise n'est pas en général moins efficace contre les gangsters, par contre on ne peut lui imputer aucun Charonne.

La même chanson

Des hôpitaux, des routes, des lycées, des écoles, voici une chanson connue qui nous a été serinée tout au long du voyage du général dans le Sud-Est.

En effet le budget de l'Education nationale est en augmentation de 17 % sur celui de l'an dernier, mais les crédits d'équipement sont inférieurs de 3 à 4 millions de francs aux recommandations du Plan.

Les belles manœuvres

« Notre Armée nouvelle », revenue de ses belles campagnes d'Indochine et d'Algérie, fait peau neuve.

Les grandes manœuvres qui viennent d'avoir lieu au val d'Ahon, dans le Jura, ont démontré que c'en était fini des errements anciens.

Les bleus (c'est-à-dire les bons, les nôtres) étaient chargés d'arrêter l'invasion des rouges (les mauvais, bien entendu).

Pendant plusieurs jours, des villages ont été bloqués, des écoles occupées, des terrains défoncés.

Après l'évolution des blindés et des paras, le clou de l'opération fut le bombardement des bleus par une douzaine de projectiles atomiques de 30 KT chacun (soit 3 à 4 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima) ; 75 p. 100 de ladite division étant anéantie, les survivants — pas trop irradiés — continuèrent l'offensive.

Le général de Gaulle fut théoriquement atomisé, mais, imperturbable selon son habitude, il a été pleinement satisfait des opérations.

Théoriquement, les bleus ont arrêté les rouges.

Nous on veut bien, comme dirait le « Canard ».

Mais positivement on doute du bon sens des manœuvres en question.

A moins qu'ils aspirent à la vocation du Samouraï et à l'autosuicide.

Ce serait à rire si ce n'était à pleurer.

En guise de diversion, les Dijonnais ont pu admirer dans leurs rues les beaux uniformes gris souris de leurs nouveaux alliés d'outre-Rhin. La caste militaire se porte bien.

Le 18 juin, c'est loin, c'est loin tout ça.

Mais les travailleurs accepteront-ils longtemps d'être les dindons de la farce ?

Fine fleur aux fusils...

« Assez d'inepties ! S'ils ne savent pas émettre autre chose que leurs borborygmes idiots et leurs yé-yés infantiles, qu'ils retournent à leur biberon ou à la maternelle, mais qu'ils arrêtent de nous casser les pieds !... C'est en ces termes véhéments que Jean-Pierre Rosnay et ses amis du Club des Poètes (30, rue de Bourgogne) vont déclarer la guerre à Johnny Hallday, Sylvie Vartan et tous ceux qu'ils appellent « les entristés de la chanson ».

Les hostilités débiteront, le 6 octobre, sur les antennes de France I, à 20 h. 45, dans « La fine fleur », une émission poétique que réalise précisément Jean-Pierre Rosnay.

Jean-Pierre Rosnay (« Comme un bateau prend la mer », « Les Diagonales... ») exanimateur des « Jeunes Auteurs Réunis », est un poète qui a le courage de ses opinions « Tout artiste est un provocateur » disait déjà Arthur Cravan ». « Si vous voulez entendre des jeunes qui ont quelque chose à dire, écoutez régulièrement mon émission... » dira-il aux auditeurs de France I. « Nous, nous n'avons pas besoin de sonorisation pour nous faire entendre ; le cœur y est et ça doit suffire ! »

Mimile et la réquisition

Un de nos camarades occupe un appartement réquisitionné depuis plus de 15 ans. Il ne lèse personne car les précédents locataires étaient décédés accidentellement. Le gérant de l'époque n'aurait pas demandé mieux que de lui éviter de faire réquisitionner le local s'il avait eu assez de souplesse d'esprit pour « graisser le marteau » comme dit Petitjean dans « Les Plaideurs ». Le Pouvoir gaulliste, « grand bienfaiteur des petites gens » mais partisan des situations nettes a décidé que les réquisitions antérieures à 1955 seraient levées le 31 mars 1964. Sans doute estime-t-il que les « bénéficiaires » ont eu largement le temps de se convaincre de la nécessité d'être raisonnables et « d'arroser » le propriétaire pour obtenir la conversion « à l'amiable » de la réquisition en location régulière. Notre camarade, étant fort compréhensif à la fois comme socialiste et comme impécunieux, va dès le 1^{er} avril — et avec lui sa famille — se trouver exposé à un référé du propriétaire aboutissant

obligatoirement à une expulsion « en vertu de la loi ». Que n'a-t-il été prévoyant, direz-vous ? Que n'a-t-il fait une demande d'H.L.M. ? Il l'a faite. Il occupe un numéro dans la série C et dans les 86.000 sur le fichier des H.L.M. de la Seine. Ses espérances de logement, se nourriront d'un certain nombre d'années d'attente. Il est aussi inscrit au fichier central des mal logés. Là il est dans la série A. Mais il a un numéro dans les 87.000. Quand on sait que 1.289 H.L.

M. ont été attribués en 1962 et qu'on prévoit environ 3.000 attributions en 1963 on peut facilement calculer que notre camarade devra patienter environ 30 ans entre la date de son expulsion — qui, soyez-en sûrs, ne trahira pas — et celle de son logement. En apprenant cette histoire, mon copain Mimile, qui a son franc-parler, a dit : « mais c'est dégueulasse. » Dites, camarades, vous ne croyez pas qu'on peut lui pardonner, à Mimile, d'avoir été si malpoli ?

Jeunesse

A la suite de la parution dans le précédent numéro de l'article intitulé « L'avenir des organisations de jeunesse et d'éducation populaire », nous avons reçu de la Fédération Unie des Auberges de la Jeunesse et de M. Ferrier les lettres suivantes que, dans un souci légitime d'objectivité, nous nous faisons un devoir de publier.

TRIBUNE SOCIALISTE ouvre ses colonnes à tous ceux, membres du P.S.U. ou lecteurs du journal, qui seraient désireux de faire connaître leurs positions sur les problèmes traités dans ses colonnes, et sous leur propre responsabilité par ses divers rédacteurs.

Monsieur le rédacteur en chef, Nous avons relevé dans le dernier numéro de votre journal, dans l'article intitulé « L'Avenir des organisations de jeunesse et d'éducation populaire », le paragraphe « Volontaires du Progrès » mettant en cause la Fédération unie des Auberges de Jeunesse.

Je n'est pas la première fois que le rédacteur donne des informations plus ou moins erronées sur l'activité de notre organisation mais, cette fois-ci, la mesure est dépassée.

Nous sommes donc obligés d'apporter les précisions suivantes afin de rétablir la vérité auprès de vos lecteurs :

1^o La Fédération unie des Auberges de Jeunesse n'est pas membre des Volontaires du Progrès ;

2^o sa position sera identique à celle de l'ensemble des mouvements de jeunesse ;

3^o Notre fédération est ouverte à tous les jeunes sans distinction d'opinion politique, confessionnelle ou religieuse. Nous voulons être un lieu où toutes les opinions puissent se confronter librement, sans esprit de prosélytisme. Mais nous ne permettrons jamais de laisser se développer une action de noyautage, d'où qu'elle vienne.

Des exclusions ont été prononcées contre certains adhérents, membres d'une organisation politique trotskyste connue sous le nom de « Groupe Lambert », non pas à cause de leurs opinions, mais à cause de leur activité de noyautage dans les auberges de jeunesse et dont nous avons les preuves.

Contrairement à ce qu'affirme le rédacteur, ce n'est pas la première fois que des militants de ce courant ont été écartés des auberges de jeunesse. C'est, à la connaissance des membres

actuels de notre comité directeur, au moins la troisième fois depuis la Libération et, chaque fois, pour les mêmes raisons.

Cela nous semble d'autant plus comique que certains des exclus ont participé à la dernière élimination qui remonte à une dizaine d'années, ce que votre rédacteur ne doit pas ignorer.

Il nous semble regrettable que des militants politiques ne conçoivent le rôle des auberges de jeunesse qu'en fonction de leur nécessité de recrutement.

Veuille agréer...
Aimé SKOUTELSKY,
secrétaire général
de la Fédération unie
des Auberges de Jeunesse.

★
Monsieur le rédacteur en chef, Je relève dans un article de la Tribune Socialiste du 12 octobre, intitulé « L'avenir des organisations de jeunesse et d'éducation populaire » la mention, avec citation, d'un article que j'ai écrit dans Les Cahiers du communisme. L'auteur de l'article, M. Copfermann, a cru devoir faire état de mes fonctions de rédacteur en chef de l'Action Laïque, revue de la Ligue de l'Enseignement. Il établit ainsi, avec une légèreté indigne d'une journaliste sérieux, une confusion dans l'esprit de vos lecteurs qui peuvent être amenés à croire que j'ai, dans un article écrit à titre personnel, engagé la Ligue de l'Enseignement : ce qui est faux et qui aurait été malhonnête, vous le savez fort bien.

Je vous prie de bien vouloir apporter à vos lecteurs la mise au point qui s'impose. Sinon, l'hypothèse d'une malveillance de la part de M. Copfermann devrait ne pas être exclue.

Je vous prie d'agréer...
E. FERRIER.

" Si les mêmes jongleurs revenaient "

ON pouvait lire récemment dans « Le Populaire » que le capitalisme avait précédemment dirigé le pays par personne interposée, et qu'avec le régime gaulliste, il s'agissait d'un gouvernement direct de la bourgeoisie. Sans oser affirmer que cette définition du passé et du présent entraînera de la part de la S.F.I.O. une claire perspective socialiste pour l'avenir, nous pensons qu'elle est juste. Nous pensons qu'elle caractérise le passé d'une manière plus correcte que Laurent Salini quand il écrit dans « l'Humanité » du 15-10 que le régime était faible, à cause de l'exclusion des communistes.

Il est certain que si l'on caractérise le passé comme une « démocratie », sans vouloir voir la nature de classe d'un tel régime, on est amené à rechercher pour l'avenir une « démocratie » plus pure par l'alliance de tous les démocrates.

Le grand révolutionnaire Blanqui se plaisait à dire que « le mot démocrate est un mot en caoutchouc dont tout le monde se couvre, y compris les aristocrates. »

Cela est toujours vrai, et ne doutons pas qu'aujourd'hui, les « personnes interpo-

sées » dont a parlé « Le Populaire » ne se nomment pas autrement que « démocrates ».

Toute élaboration de programme avec de telles gens ne pourrait apporter que de nouvelles déceptions aux travailleurs de ce pays.

Sérieusement: Comment procéder à des modifications profondes? Comment les racines économiques du pouvoir gaulliste seraient-elles arrachées par des hommes qui vivent de la même sève que le gaullisme?

Comment oser parler des plus petites réformes sociales si l'on fait alliance avec des organisations qui, face aux salariés, se sont souvent situées à droite de de Gaulle?

Nous savons tous que le pouvoir gaulliste ne tombera pas par la simple vertu de cartels ou d'alliances. Il sera balayé quand les salariés, reprenant confiance dans leurs propres forces, manifesteront puissamment dans tout le pays.

Et les salariés ne reprendront confiance que dans la mesure où les partis, se réclamant du socialisme, élaboreront un pro-

gramme susceptible d'enthousiasmer le monde du travail.

Le P.S.U. est toujours prêt à discuter d'un tel programme avec le P.C.F. et la S.F.I.O.

Le P.S.U. considère que la récente campagne électorale à Rennes est une éclatante confirmation de la justesse de sa position.

Au soutien d'une « démocratie en caoutchouc », les travailleurs socialistes et communistes ont préféré le vote pour le candidat du P.S.U., et ceci, en dépit du fait que les grands partis ouvriers traditionnels se retireraient purement et simplement. Il faut discuter d'un programme dans le pays? Eh bien, c'est exactement ce qu'on fait les militants P.S.U. de Rennes.

Par leur vote, les plus conscients des travailleurs ont montré qu'ils ont de la mémoire et que s'ils se dressent contre Napoléon, ça n'est pas pour faire le lit de Thiers.



R.T.F.

Ravalement de façade - Changement de meubles mais toujours même propriétaire

CE qui restera de plus tangible de cette V^e République, me disait un ami — et néanmoins assez gaulliste — c'est le ravalement des façades. Avouez que l'Opéra et le Louvre, nettoyés de la crasse des Républiques passées, c'est bougrement beau!

Oui, répondai-je. Mais, quelles fondations solides. Sans cela, propre ou non, l'immeuble se serait depuis longtemps écroulé.

Pour la R.T.F. c'est bien ainsi. Le directeur général de cet établissement a fait, mercredi 25, un exposé de la politique radiophonique; mais une semaine auparavant c'est le ministre de l'Information qui en précisait les grandes lignes.

Cela suffit à situer le problème.

La R.T.F. modifie l'ordonnancement de ses programmes, contracte ses différentes chaînes, déplace ses collabo-

rateurs, soit. Tout cela peut être bon, et nous n'avons pas à en juger ici, avant d'en voir les effets. Ce qui est important — nous dirons même essentiel — c'est le climat dans lequel seront conçus les programmes, et les liens qui lient le gouvernement à un établissement public créé pour être au service du public et non du régime qui détient le Pouvoir.

Or, toutes les dispositions qui viennent d'être prises pour « refaire la façade » de la R.T.F. — pour intéressantes qu'elles puissent être — ne peuvent cacher les liens étroits qui lient la radio française au Pouvoir politique. Nous pouvons assurer — bien au contraire — que tout a été fait dans l'optique d'une mainmise gaulliste sur la radio et la télévision d'Etat :

Les hommes choisis en sont la preuve. Le directeur de l'information télévisée, Marcellac, est un ex-prétendant gaulliste, le directeur adjoint vient en ligne droite du cabinet du général où il dirigeait le service de presse; le directeur des programmes, nommé en Conseil des ministres, a réuni, sans aucun doute, toutes les bénédictions gaulliennes; son directeur adjoint vient d'Algérie où, en plein conflit, il fut bombardé directeur du poste d'Alger, auparavant, il était le spécialiste des voyages présidentiels, et son accession aux postes directoriaux, il la doit certes à sa valeur professionnelle, mais plus encore à sa fidélité gaulliste; enfin, aux échelons subalternes, oublieux des courbettes prodiguées aux chefs limogés, nombreux sont les candidats à la succession. Il suffit de choisir, à ce niveau, pour être assuré d'avoir des « serviteurs » zélés.

En définitive, le sens véritable — et profond — de l'opération « rajeunissement » de notre R.T.F. c'est de mettre en place un appareil — que l'on désire capable, bien sûr — mais surtout capable de mener à bien les futures — et relativement proches consultations populaires. Elections cantonales, référendums divers, élections présidentielles, n'est-il pas naturel que le Pouvoir gaulliste, soucieux

d'une popularité qui reste encore discutée, s'assure tous les moyens d'une victoire arrachée.

La presse régionale est le refuge d'une certaine opposition, nous la musellerons par la radio (mise en place de « chefs d'informations sûrs », diminution des pouvoirs des directeurs régionaux, centralisation au niveau Dordhain-Le Cunj, à Paris). L'opinion publique est encore douteuse. On va la dépolitiser au maximum. Musique yé-yé à gogo. Tout pour la jeunesse. A la Télé, à la Radio, des bulletins d'information très courts (ça fait plus vivant et ça évite d'expliquer les choses); tribunes renvoyées à 22 h. 30, heure où les télé-spectateurs sont endormis, au cinéma ou au théâtre, fatigués de voir; à la radio « controverses à deux interlocuteurs, deux interlocuteurs qu'il sera plus facile de choisir subtilement!

Quant aux postes périphériques — dits libres — les prises d'intérêt de la S.O.F.I.R.A.D. — société d'Etat chargée de faire les affaires de la R.T.F. — rendent leur liberté assez illusoire. Radio-Andorre est complètement entre les mains de l'Etat français; Radio-Monte-Carlo ne peut rien refuser à la France, pas même la nomination de Maurice Ferro — chantré gaulliste et conseiller national U.N.R.

Ainsi, le Midi radical sera bien couvert. Et puis le futur — et toujours attendu — statut de l'établissement R.T.F. consacrerait encore l'existence scandaleuse d'un ministère de l'Information dans un régime dit de « liberté ». Mais nous autres, P.S.U., avons une autre conception de la liberté de l'information.

Et aussi le public. Ce public que le ministre déplore de le savoir plus attaché aux postes priés qu'aux postes gouvernementaux. Car, pour nous, la désaffection du public de la R.T.F. a été provoquée bien plus par le ton insupportable de ses informations que par la médiocrité de ses programmes. Lorsque l'auditeur, lassé des homélies gouvernementales et gaullistes, irrité du manque d'objectivité tourne son bouton pour tenter d'obtenir des in-

formations respirant mieux la liberté d'expression, il ne revient plus sur les chaînes de la R.T.F. quelle que soit la qualité — souvent indéniable — de certains programmes supérieurs à ceux des postes périphériques.

Comprendre cela, c'est réaliser l'ampleur — simple cependant — de la réforme à accomplir à la R.T.F. afin d'en faire une véritable radio de la nation française.

Bertrand Renaudot.

Le billet de Jean Binot

LE BON EXEMPLE

Dans le cadre intangible de la politique de stabilisation (pas plus de deux cents couverts aux pique-niques de l'Elysée), une exemplaire décision a été prise : celle de refuser toute augmentation de budget à l'Unesco.

Parbleu ! L'Unesco, kékekek-ça ? Un ramassis cosmopolite qui prétend s'occuper d'enseignement, d'assistance technique et de culture en long et en large de la planète, et constitue, à l'évidence, un gouffre de dilapidation, un appendice au « machin » dont le monarque a stigmatisé, une fois pour toutes, le rôle stupide ou néfaste...

Et le délégué de la gaullarchie a déclaré: « Nous avons, en France, inauguré une politique d'austérité qui se reflète dans ma proposition. »

Va donc, eh ! reflet ! C'est grand, c'est généreux... et c'est austère!... la France.

La situation sociale et politique en France

Les camarades militants et sympathisants travaillant dans les hôpitaux de Paris (Infirmiers, aides-soignantes, ouvriers d'entretien, docteurs, assistantes sociales, etc.) sont invités à assister à une réunion qui se tiendra lundi 21 octobre, à 20 h. 45, 8, rue Henner, Paris-9^e, sur le thème : « La situation sociale et politique en France » et l'activité du P.S.U. dans les hôpitaux de la Seine.

VIALLET, villa J.-Jaurès 19, rue Rossignol, THIONVILLE (Moselle), (CCP Nancy 1355-13), édite des enveloppes « Halte aux essais nucléaires de tous les pays ». Franco : 10 F les 550. Echantillons contre 0.40 F.

COLMAR : 900 OUVRIERS EN GRÈVE CHEZ TIMKEN-FRANCE

(De notre correspondant particulier à Colmar)

CETTE usine qui fabrique des roulements à rouleaux coniques et qui a commencé à tourner partiellement à Colmar, en 1959, appartient à la société américaine « The Timken Roller Bearing Company », société qui, par son chiffre d'affaires (d'après les journaux financiers spécialisés, Fortune (américain), Entreprise (français), se situe parmi les trois cents firmes les plus importantes des Etats-Unis.

Alors que la plupart des sociétés mères américaines, ayant créé une filiale en France ou s'étant associées avec une firme française, ont estimé qu'elles devaient laisser une grande marge au pouvoir de direction de ces usines, la société américaine Timken ne semble pas être de cet avis. Cette méthode de gestion influe notablement, dans un sens négatif, sur le développement de la firme colmarienne, paralyse son expansion économique, ce qui a, par conséquent, des répercussions fâcheuses sur la situation financière de l'entreprise de Colmar.

Ce sont les ouvriers, les employés et les cadres qui pâtissent de cette situation dont ils ne sont pourtant pas responsables.

Aussi, lorsque les augmentations individuelles accordées à chaque anniversaire d'entrée dans l'usine furent bloquées par la direction, le mécontentement fut-il très vif parmi tout le personnel de l'usine.

Il ne fit qu'augmenter dans de très grandes proportions lorsqu'il fut enjoint à la direction colmarienne par la société mère d'Amérique de refuser : l'augmentation de 8 p. 100 demandée par le personnel, celle de 15 p. 100 de la prime pour l'équipe de nuit, de refuser aussi l'établissement d'une prime d'ancienneté. Aussi, mercredi 9 octobre, à 16 h. 30, ouvriers et employés décidèrent-ils la grève lorsque les délégués du personnel qui étaient accompagnés des représentants de la C.G.T. de F.O., de la C.F.T.C., indiquèrent le refus de la direction. Plus de neuf cents ouvriers et employés ont cessé le travail. La direction avait refusé hier matin, jeudi, de recevoir les délégués du personnel ; l'après-midi, l'entrevue eut lieu mais aucune solution satisfaisante n'était trouvée, la direction posant, comme condition préalable à toute proposition de la part de l'usine, la reprise immédiate du travail. L'indignation fut à son comble. Du rassemblement des grévistes devant l'établissement fusèrent des « non » énergiques, des cris : « Nos 8 p. 100 tout de suite ». Un cortège se forma : 700 à 800 grévistes défilèrent dans Colmar, bloquant la circulation, causant un embouteillage monstre et se rendirent à la préfecture. En l'absence du préfet, ce fut au chef adjoint de son cabinet, M. Wetzel, que fut remise une motion.

Les choses en sont là. Nous laissons à nos lecteurs le soin de faire leurs commentaires sur « la libre entreprise », « la défense du monde libre »... par le capitalisme américain et... ses frères associés : les capitalistes français, allemand, anglais, etc. Nous ne répéterons jamais assez : « Unité d'action », « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

L'unité syndicale est possible par la représentation démocratique des tendances dans une centrale ouvrière unique.

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65
Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris.

LES MAGASINS LECLERC S'INSTALLENT EN AUVERGNE

(De notre correspondant à Clermont-Ferrand M.-A. Guillauneuf)

C'EST dans un des nouveaux quartiers qui environnent l'agglomération clermontoise, que s'est installé depuis peu un magasin d'alimentation Leclerc. Il a pour but de vendre aux consommateurs des produits alimentaires à leur plus juste prix.

J'ai eu avec le gérant la conversation suivante :

Q. — Pour quelle raison Leclerc a-t-il décidé d'installer un de ses magasins précisément à Clermont-Ferrand ?

R. — La direction des magasins Leclerc de la région Auvergne doit créer dix nouveaux Leclerc dans la région. Elle a commencé par Clermont.

Q. — Pourquoi s'installer sur un boulevard périphérique plutôt que dans le centre de la ville ?



(Photo Tribune.)

A Clermont, le premier des dix magasins Leclerc de la région Auvergne.

R. — Nous aurions pu, mais cela aurait augmenté considérablement le prix de l'amortissement — c'est le client qui aurait payé, ce qui n'est pas notre but.

Q. — D'où viennent vos clients ?

R. — Nous avons une moyenne de trois cents clients par jour — c'est d'ailleurs la moyenne avec laquelle un Leclerc peut fonctionner. Beaucoup habitent le quartier et environ une centaine vient du centre en voiture (3 km).

Q. — Avez-vous eu des difficultés pour vous installer ?

R. — Non... On ne peut rien nous faire... Ah ! évidemment les épiceries du coin... J'ai même appris que la direction des « Economats » avait consenti des prix spéciaux à la succursale voisine... D'autre part, nous avons de nombreux contrôles de prix — encore un aujourd'hui, d'ailleurs — mais que voulez-vous contrôler ? Que nous vendons moins cher !

Q. — Comment fonctionne le magasin ?

R. — Je reçois chaque semaine les marchandises, sauf bien sûr les légumes que j'achète au marché de gros, les prix sont indiqués. Moi, je vends, et j'envoie l'argent. Je ne suis pas au pourcentage, je reçois un fixe. Je me tourne vers une cliente qui paye à la caisse :

— Pensez-vous que le magasin Leclerc vend moins cher qu'ailleurs ?

— Bien sûr. C'est très avantageux pour certains articles et je ne me sers qu'ici.

Une autre. — Je suis bien contente. Les prix ici sont semblables à ceux des Prisunic, comme j'habite dans le quartier, cela m'évite de courir en ville.

Un client. — J'ai habité longtemps Lyon, alors je connais bien les magasins Leclerc. Quand j'ai appris l'ouverture de celui-ci, j'ai décidé de m'y servir.

Sur mon carnet, je note : « Satisfaction des consommateurs ». Et les petites épiceries ? Je termine donc mon enquête par trois visites dans les épiceries. Ici l'accueil est plus froid quand je pose la question : « Que pensez-vous du magasin Leclerc ? » Dans deux de ces magasins, on refuse de me communiquer les prix. L'épicier ne répond pas à ma question, hausse les épaules ou se contente d'un « Oh ! »

Face aux intérêts conjugués des Monoprix, des magasins à succursales multiples, du petit commerce inadapté et aussi au puissant trust Michelin qui lui aussi a des magasins d'alimentation, Leclerc réussira-t-il à tenir le coup ? Beaucoup de Clermontois se posent la question.

COMITÉ D'ACTION POUR LA BRETAGNE PREMIÈRE RÉUNION A PONTIVY

(De notre envoyé spécial R. Lohric)

NOUS avons annoncé, la semaine dernière, la création d'un Comité d'Action pour la Bretagne (C.A.B.). Les organisations représentées à Saint-Brieuc avaient voulu étendre leur action à l'ensemble des départements bretons et convoqué, dans ce but, une réunion régionale, à Pontivy, le samedi 12 octobre, réunion chargée de définir les bases du rassemblement et les moyens d'action du C.A.B., et, par là-même, de dissiper les équivoques créées par certains mouvements suspects de « séparatisme » et convaincus de confusionnisme idéologique et politique (le Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne, en particulier).

Double symbole

Les délégués des quatre départements des partis de gauche et des syndicats, précédemment nommés (auxquels s'étaient joints des représentants de la fédération Force Ouvrière du Morbihan), se sont donc retrouvés sous la présidence de M. Giovanelli, maire de la commune d'Inzinzac où sont établies les Forges d'Hennebont, dont le gouvernement vient de provoquer le dépôt du bilan.

Double symbole de ce mal breton, que les animateurs de la rencontre ont souligné en ouvrant la discussion. La Bretagne n'est-elle pas une des régions de France où le sous-équipement dans tous les secteurs d'activité est le plus net, se traduisant par un exode continu, une émigration des jeunes, un vieillissement de la population ? Il y a longtemps que la sonnette d'alarme a été tirée, que des enquêtes ont été menées, en particulier par le C.E.L.I.B. (Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons) et sa commission régionale d'expansion économique, que des entretiens ont eu lieu avec le gouvernement. Il faut bien constater « l'échec sur toute la ligne des actions menées sous les formes traditionnelles » : échec du « plan breton » (auquel n'ont pas été affectés les crédits nécessaires), échec du C.E.L.I.B., échec prévisible de la loi-programme des régions d'entraînement. Les seules concessions faites par le gouvernement l'ont été sous la pression des manifestations. Il s'agit donc d'assurer la mobilisation des forces populaires, par l'intermédiaire des syndicats et des partis de gauche, non seulement pour des actions défensives, mais aussi pour une lutte d'ensemble, de longue haleine, pour

imposer au pouvoir « la mise en œuvre du programme d'équipement que la Bretagne attend », pour mettre un terme aux inégalités de développement économique qui entraînent des injustices sociales énormes. Tel était le but de la rencontre de Pontivy : constituer, de façon définitive, le Comité d'Action pour la Bretagne — définir ses revendications et surtout ses moyens de lutte.

Les décisions prises

Finalment, pour assurer l'unanimité, un compromis fut mis au point, le terme « capitalisme » remplacé par « régime fondé sur le profit ». Qu'importent les termes, l'essentiel est que nous maintenions l'esprit qui a présidé à ce regroupement. Mais le problème reste posé. Nous pensons que le C.A.B. ne peut se contenter d'être un C.E.L.I.B. de « gauche » et de rechercher l'union de « tous les Bretons démocrates et républicains » opposés au régime gaulliste. S'il veut assurer la mobilisation des forces populaires qui est sa raison d'être, s'il veut disputer les jeunes aux démagogues du M.O.B. il lui faut proposer des objectifs clairs et non des combats douteux.

Le Comité est né, parce qu'il répond à une nécessité. Il en fera la preuve en organisant une journée régionale d'action pour la défense des Forges d'Hennebont, le 26 octobre. Nous ferons tout pour que ce soit un succès total. Ce ne sera qu'une étape. Le bureau mis en place et qui comprend un représentant de chaque organisation (Mazier pour le P.S.U.) coordonnera et animera les revendications locales. Il est essentiel que l'action soit décentralisée et que partout se créent, sur les mêmes bases qu'à Pontivy, des comités locaux d'action pour la Bretagne, réunissant tous les travailleurs, des villes et des campagnes, pour la défense de leurs intérêts.

COURRIER DU P.S.U.

Le 2^e Dossier du Congrès national de novembre (N° 31) est paru.
Prix : 1,50 F. Paiement à la commande, C.C.P. 58-26-65 Paris.

TAXATION DE LA VIANDE — TRAFIC DU S.M.I.G.

L'ÉTERNEL conflit qui, sous tous les régimes, a opposé la corporation des bouchers au gouvernement se trouve aujourd'hui compliqué d'un certain nombre de mesures qui rendent la compréhension du problème difficile pour la grande majorité des individus. Les décisions prises par le Pouvoir sont en réalité un traquenard afin de mieux camoufler l'échec du fameux plan antihausse de Giscard d'Estaing. Le ministre des Finances annonçait dernièrement une décision qui, selon lui, réglerait définitivement le problème du bifteck : « La marge bénéficiaire des bouchers sera dorénavant taxée. Mais au détail seulement. » Quant aux gros intermédiaires on leur délivre une sorte de satisfecit sous prétexte qu'ils se sont livrés à la Villette ces jours derniers

à une manœuvre de baisse momentanée.

Mais, les impôts qui frappent la viande et qui représentent 2,50 F par kilo de bifteck, il n'est pas du tout question de les réduire. Seul le détaillant est visé.

Nous n'avons pas une tendresse particulière pour la corporation des bouchers. Mais encore une fois les décisions prises par le Pouvoir sont des attrapes - nigauds, illustrant bien la politique démagogique de la V.

En taxant les marges bénéficiaires des bouchers, le ministre des Finances pense avoir pris une décision historique, mais la réalité est toute autre. De quoi s'agit-il ? L'inconvénient de cette méthode est de permettre aux bouchers d'augmenter leur prix de détail en

prouvant que leur prix d'achat moyen au grossiste a progressé. Ainsi un boucher peut-il être autorisé à vendre de la viande à des prix correspondant à la qualité « choix » pour la seule raison que ses achats de gros auront atteint un certain seuil.

Le consommateur fera finalement les frais de cette opération, le boucher détaillant pouvant faire des « arrangements » avec les grossistes qui, eux, pourront continuer leurs opérations spéculatives.

La fermeture des boucheries, mardi dernier, et la grève des achats, ne modifie en rien la solution de ce problème. Des pourparlers, paraît-il, seraient engagés entre le syndicat de la boucherie et le gouvernement. Que prépare-t-on ? La taxation serait levée,

mais seulement contre l'engagement que trois morceaux et eux seuls seraient vendus aux prix de la taxe actuelle. CE SONT LES SEULS MORCEAUX DE BŒUF QUI FIGURENT À L'INDICE DES 179 ARTICLES SUR LEQUEL EST CALCULÉ LE SALAIRE MINIMUM (S.M.I.G.).

Ainsi le Pouvoir pourrait prétendre, pour bloquer le salaire minimum, que l'indice officiel du coût de la vie reste stable ou même baisse, alors qu'en réalité le coût de la vie continue à monter régulièrement.

Après la politique sociale du régime qui fit long feu, nous avons eu pour la rentrée des classes le bluff Fouchet, voici aujourd'hui le bluff antihausse.

D. L.

C.F.T.C. : Indépendance et unité syndicale

AINSI que nous l'avons signalé, la fédération C.F.T.C. des Industries chimiques est demeurée beaucoup plus réservée que la fédération correspondante de la C.G.T. en face de la proposition faite par la fédération F.O. des Industries chimiques, proposition qui visait à la réunification syndicale dans cette branche (en attendant une unification plus générale).

Le Conseil fédéral de la C.F.T.C. s'est d'abord félicité de la position adoptée par une fédération « restée longtemps réticente à l'égard de la simple unité d'action revendicative ». Mais la fédération C.F.T.C. a souligné le danger d'un appel « tendant à faire naître des espoirs qui ne peuvent qu'être déçus à court terme » et elle a ajouté, ainsi que nous l'avions prévu, que « l'unification du

rait l'appel de la fédération F.O. des Industries chimiques en soulignant que le mouvement syndical uni « doit être démocratique, laïque, indépendant des partis, des Eglises, des pouvoirs et des patrons ».

La fédération C.F.T.C. saisit d'ailleurs la balle au bond en rappelant qu'en plus de son orientation capitaliste elle a demandé que la centrale du square Montholon abandon-

minimum (toutes catégories) s'élève à près de 21 p. 100.

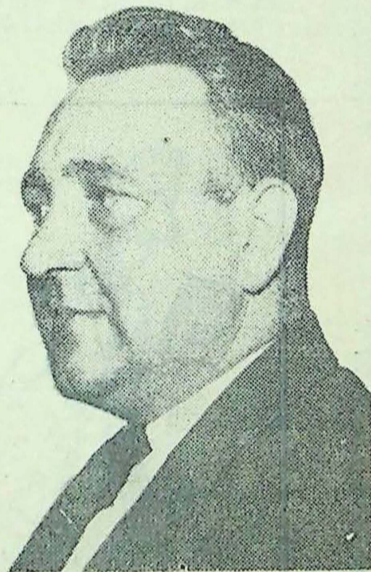
Autre phénomène bien connu des syndicalistes du secteur privé : les abattements de zone réels sont beaucoup plus importants que les abattements légaux. L'abattement maximum serait de 32 p. 100 pour l'ouvrier qualifié et de 20 p. 100 pour l'ingénieur débutant, alors que la convention collective le fixe à 6 p. 100. De plus, contrairement à la loi, la différence entre les salaires masculins et les salaires féminins est en moyenne de 6 p. 100.

Troisième constatation qui n'étonnera personne : 55 p. 100 des salariés de la chimie travaillent quarante-huit heures ou plus par semaine (durée moyenne du travail : 46 heures). On est encore loin des quarante heures !

Face à cette situation qui tend à dévaloriser l'action syndicale, la fédération F.O. des Industries chimiques entend défendre des revendications réalistes. Elle se prononce d'abord pour une réduction de la durée du travail à 46 heures par semaine, la moyenne actuelle qui est dépassée dans la plupart des entreprises. Par ailleurs, le salaire garanti devrait être basé sur la rémunération horaire intégrant les primes, le salaire du manoeuvre passant de 1,75 F à 2,35 F.

En se rapprochant de la réalité, ces revendications visent à créer une structure des salaires valable et à redonner un sens à la discussion des salaires sur le plan national.

M. C.



(Photo Tribune.)

Eugène Descamp : grandeur et servitude de l'unité syndicale.

ne ces références chrétiennes, « l'échéance étant maintenant proche ».

Enfin, la fédération C.F.T.C. des Industries chimiques se déclare d'accord pour l'unité d'action revendicative (sur laquelle la fédération C.G.T. avait aussi mis l'accent).

Revendications réalistes

Aussi bien la fédération Force Ouvrière des Industries chimiques n'a pas seulement posé le problème de la réunification syndicale. En publiant un document édité à l'usage des employeurs par le syndicat patronal, l'Union des Industries chimiques, elle, a contribué à éclairer les problèmes qui se posent aux syndicats dans une branche en expansion comprenant plus de 110.000 travailleurs.

Les constatations qui ressortent de cette étude s'appliquent d'ailleurs assez généralement au secteur privé.

Il y a tout d'abord le fait que les salaires minima sur lesquels portent les discussions entre patrons et syndiqués ne correspondent nullement aux revenus réels des salariés. Le salaire minimum professionnel (S.M.P.) n'est plus la base des salaires payés dans les entreprises, en raison de l'importance croissante jouée par les primes (rendement, productivité) dans la rémunération. C'est ainsi que dans la région parisienne, le salaire horaire garanti est de 1,75 F, alors que la rémunération horaire du manoeuvre se monte à 2,91 F et en réalité à 3,42 F (toutes primes comprises).

Selon la fédération F.O., pour l'ensemble du pays, la différence entre le salaire réel moyen et le salaire

Bureau national du P.S.U.

Suite à la résolution votée lors du dernier Comité Politique National des 14 et 15 septembre, le Bureau national du P.S.U. a proposé une rencontre sur les problèmes économiques et sociaux à différentes organisations syndicales ainsi qu'aux partis de gauche voisins (S.F.I.O.-P.C.F.).

Sur ce thème les représentants du P.S.U. ont successivement rencontré les responsables de la C.G.T.-F.O., puis de la C.F.T.C., puis de la C.G.T. ; ils ont également eu une entrevue avec les représentants du P.C.F. puis de la S.F.I.O.

Notons que des questions relatives aux rapports partis-syndicats et alternative du gaullisme ont également été évoqués au cours de ces conversations.

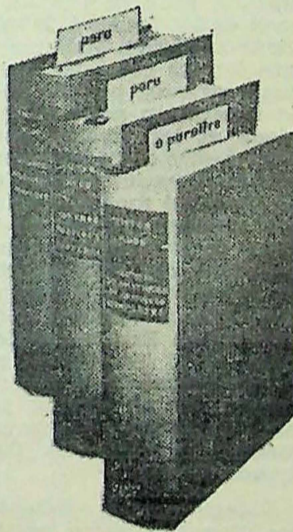
Un rapport sur ce sujet sera envoyé prochainement à nos responsables fédéraux.

mouvement syndical doit passer par les confédérations », étant donné que « tout regroupement limité à un secteur industriel porte en germe la possibilité d'une division accrue ».

Pour la fédération C.F.T.C. des Industries chimiques, qui se situe pourtant à l'extrême-gauche de la centrale, la réalisation de l'unité organique se heurte à « un obstacle fondamental : la conception marxiste-léniniste des rapports syndicats-partis et syndicats-Etat ». Cela équivaut à mettre en cause l'indépendance de la C.G.T. et les conceptions de la direction communiste de cette centrale.

Le problème de l'indépendance syndicale est donc au cœur des controverses sur la réunification. C'est d'ailleurs à cette notion que se réfère-

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs, à des conditions exceptionnelles, la première édition vraiment complète des œuvres de



VICTOR HUGO

Voici en cours d'achèvement, l'édition monumentale que le XX^e siècle aura l'honneur d'avoir consacré à la plus grande œuvre du XIX^e siècle : celle de Victor Hugo. Au lieu des quelque 90 volumes des anciennes éditions dont beaucoup sont introuvables en librairie, les Œuvres Complètes de V. Hugo comportent quatre magnifiques ouvrages de bibliothèque de près de 1.800 pages chacun, reliés pleine toile, titre or fin, tranche supérieure dorée. Deux volumes sont parus, mais seront hélas bientôt épuisés, le tome I : *Les Œuvres Poétiques Complètes* et le tome II : *Les Œuvres Romanesques Complètes*. L'un et l'autre ont été salués par l'unanimité de la presse comme des chefs-d'œuvre de l'édition française. Le Tome III est sous presse. Il comprend tout le Théâtre de Victor Hugo, non seulement les pièces plus célèbres comme *Hernani* ou *Ruy Blas*, mais même des pièces inconnues comme les « Comédies Cassées », toutes les Œuvres Critiques, tous les Journaux Intimes et les extraordinaires « Comptes Rendus des Tables Tournautes » illustrés par une vingtaine de pages de dessins faits par la Table Tournante.

Nous pouvons encore offrir aux lecteurs de ce journal (remplir le paragraphe 1 du bon) les tomes I et II actuellement en cours d'épuisement aux conditions exceptionnelles suivantes : 1^o) chaque tome : 10 versements mensuels de 13,50 F, ou 3 de 42 F, ou 120 F comptant. 2^o) les 2 tomes ensemble : 10 versements mensuels de 26 F, ou 3 de 80 F, ou 228 F comptant.

Le tome III : *Œuvres Dramatiques et Critiques Complètes*, du fait des hausses considérables subies par l'industrie du livre, sera vendu au minimum 135 F comptant et 150 F en 10 versements, mais nous pouvons l'offrir aux souscripteurs, avant la mise en vente, au même prix que les précédents : soit 13,50 F par mois pendant 10 mois, 42 F par mois pendant 3 mois ou 120 F comptant. Pour bénéficier de ce prix de faveur, remplir le bon ci-contre (paragraphe 2) et joindre à l'envoi 13,50 F par chèque bancaire ou postal ou mandat. Mais attention ! la mise en vente qui clora cette souscription, aura lieu à une date très rapprochée. N'hésitez donc pas à envoyer aujourd'hui même votre souscription à la librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e.

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE
la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)... indispensable recueil (FIGARO)... Magnifique (COMBAT)... c'est monumental (L'INFORMATION)...

BON adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30 rue de Grenelle Paris 7^e

(cocher les cases précédant les formules adoptées)

1 - Veuillez m'adresser LES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES LES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO que je réglerai en 1 3 10 versements.

2 - Je souscris aux ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES DE VICTOR HUGO. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de la Librairie Pilote :

Chèque bancaire chèque postal compte Librairie Pilote N° 13.905-31 PARIS mandat de 13,50 F. Ce versement me donne droit au prix exceptionnel de souscription : je réglerai le solde après livraison soit 106,50 F. en un versement 3 versements de 37,50 F. 9 versements de 13,50 F.

NOM

Adresse habituelle

N° CCP ou bancaire

T.S. 3.10

Signature

PAS DE POLITIQUE DES REVENUS

On parle beaucoup depuis un an environ d'une politique des revenus, politique à laquelle participeraient l'Etat gaulliste comme patrons et salariés, et qui aurait pour but de répartir équitablement les fruits de l'expansion en évitant l'inflation. La mise en œuvre d'une telle politique viendrait compléter le « plan de stabilisation » lancé par le gouvernement qui, se départissant de son opti-

misme de commande, se montre inquiet de la hausse des prix.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Le « plan de stabilisation » rencontre un scepticisme pour ne pas dire une hostilité à peu près général. Les syndicats ouvriers et paysans de toutes nuances lui reprochent de sacrifier la consommation au risque de ré-

duire l'expansion, sans pour autant s'attaquer aux causes profondes de l'inflation (poids des dépenses improductives, structures archaïques de la distribution, etc.). Et les bouchers ne sont pas les seuls à s'élever contre le contrôle des prix. Le C.N.P.F. lui-même déplore l'usage d'une arme qui, pourtant, faute de moyens suffisants, est bien émoussée.

CEPENDANT, ne nous y trompons pas. En annonçant des mesures anti-hausses, en prétendant « associer les grandes organisations professionnelles et sociales à l'observation et à la discussion des résultats obtenus, en convoquant pour le 22 octobre une « table ronde » sur la politique des revenus, le gouvernement entend impressionner l'opinion publique et persuader celle-ci de la mauvaise volonté des « syndicats politisés » qui s'obstineraient à revendiquer en dépit des mesures de sagesse prises par le Pouvoir. N'oublions pas que la campagne pour l'élection présidentielle est virtuellement commencée.

Après la défaite qu'ils ont subie au moment de la grève des mineurs, les gaullistes se garderont bien de heurter de front les syndicats. Ils viseront plutôt à les compromettre en tentant de leur faire cautionner une politique apparemment sociale. D'où l'annonce à son de trompe de cette « conférence des revenus » qui doit se tenir le 22 octobre sous la présidence du commissaire général au Plan et qui, selon le gouvernement, aurait pour but de « remédier à l'injustice sociale par une politique concertée des revenus et d'organiser une meilleure distribution des fruits de l'expansion ».

Mais si une politique des revenus correspond à l'idéal des grands technocrates de l'Etat, tels que M. Massé, le commissaire général au Plan, ou M. Gruson, le directeur de l'I.N.S.E.E., il est plus douteux qu'elle soit prise très au sérieux par M. Pompidou et ses amis. Le patronat n'est pas dupe non plus, qui, en matière de revenus, sait fort bien dissimuler les siens. Il s'agit surtout de gagner du temps pour tenter d'endiguer la poussée revendicative.

Les dirigeants syndicaux en sont conscients, comme ils sont conscients des obstacles auxquels se heurte présentement la mise en œuvre d'une politique des revenus.

Gabriel Ventejol, un des responsables de F.O., la plus modérée des centrales ouvrières, écrivait récemment que la prochaine « table ronde » « semble avoir été convoquée pour des raisons d'ordre psychologique ».

L'inégalité des revenus en France

En effet, fallait-il remarquer, le problème de la répartition des revenus a déjà été discuté devant de nombreuses instances : le commissariat du Plan, la commission spéciale créée en 1962, la commission des Comptes de la Nation, le Conseil économique et social, etc. Et il ajoutait : « Nous avons partout défendu nos thèses. Notre position de fonds, souvent exprimée, n'a pas varié. Elle peut se résumer de la manière suivante :

— Confrontation et connaissance des revenus : oui.

— Politique autoritaire en matière de salaires et de rémunérations : non.

Aussi bien la question est de savoir si l'on peut évaluer l'ensemble des revenus et si l'Etat a les moyens de les répartir plus équitablement, y compris de limiter les revenus non salariaux.

En fait, si l'on considère la situation des revenus en France, « il se pratique une politique des revenus dont on ne parle pas », ainsi que le faisait remarquer Gilbert Mathieu au cours d'une discussion sur la politique

des revenus organisée par le Centre d'études socialistes (1).

Cependant, si nous savons que cette situation consacre des inégalités grossières, nous connaissons mal les revenus de nombreuses catégories de citoyens, du fait de l'insuffisance des statistiques qui rend précisément difficile une véritable « politique des revenus ».

Le chroniqueur du « Monde » remarquait à ce sujet : « Des statistiques ne sont pas concordantes sur les salaires et les prix. Enfin, la plupart des statistiques de revenus que nous possédons sont des statistiques brutes, avant impôts ; ou bien des statistiques de célibataires qui ne tiennent pas compte d'un certain nombre de compléments essentiels, pour qui peut parler des revenus des familles : prestations sociales et familiales, notamment. »

Nombreuses disparités entre salariés

Nous savons malgré tout que la hiérarchie des revenus s'échelonne, déduction faite de l'impôt, de 1 à 350 (soit de 200 francs à 75.000 francs anciens par jour). Mais plus importante que les cas extrêmes, qui ne concernent qu'assez peu de personnes, est la répartition entre les revenus salariaux et les revenus non salariaux, c'est-à-dire entre les revenus qui proviennent exclusivement d'un travail et ceux qui sont alimentés en partie par d'autres sources. En fait, la pratique de l'autofinancement, les gains résultant des plus-values boursières et des spéculations immobilières ont contribué à aggraver l'inégalité des revenus en France ces dernières années. Et si les salaires représentent officiellement 60 % des revenus distribués, on ne connaît pas, en réalité, l'importance des revenus non salariaux, en particulier du fait de la fraude fiscale.

D'autre part, il existe de nombreuses disparités entre les salaires eux-mêmes. Les travailleurs des industries en expansion sont plus avantagés que ceux des branches qui stagnent ou qui connaissent une expansion moins rapide. L'écart s'accroît également entre les salaires du secteur privé et ceux du secteur public, en raison notamment de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Une inégalité existe aussi entre les salaires masculins et féminins, le principe à travail égal salaire égal n'étant pas toujours respecté dans le secteur privé.

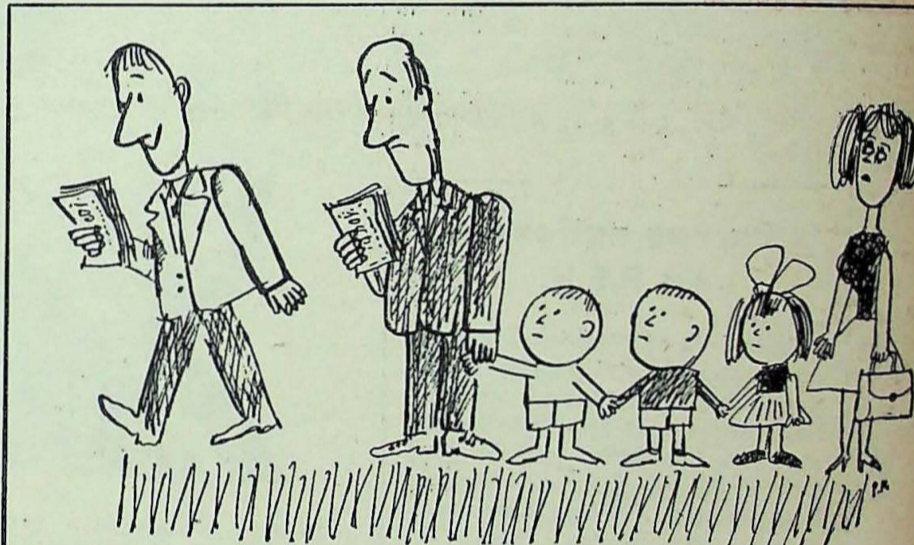
Et il faut souligner l'aggravation des disparités de salaires en fonction des régions, ce qui tend à recouper les inégalités entre secteurs en expansion ou non. Selon Gilbert Mathieu, « durant la période 1956-1961, l'augmentation du salaire moyen (toutes qualifications confondues) a été de 10 % par an (en valeur nominale) dans la région parisienne et de 11 % dans la région de pointe Rhône-Isère, alors que dans les régions retardataires, en Charente ou en Limousin, elle n'était que de 7 à 8 % par an ».

Autre disparité : celle qui résulte de la progression inégale du salaire du travailleur célibataire et du revenu du travailleur chargé de famille (du fait que les allocations familiales augmentent moins vite que les salaires). Selon le ministère du Tra-

vail, l'ouvrier moyen célibataire a vu son revenu mensuel nominal augmenter de 50 % en cinq ans, alors que le père de famille de cinq enfants ne le voyait progresser que de 37 %.

En résumé, l'inégalité des revenus en France est telle qu'elle ne peut manquer de susciter de multiples revendications. Mais l'action revendicative, l'action syndicale et plus généralement l'action du mouvement ouvrier sont-elles de nature à réduire notablement, durablement ces inégalités ? C'est ce que nous pensons, bien sûr, mais il se trouve des gens pour le constater non sans quelque apparence de raison.

C'est ainsi que M. Alfred Sauvy estime qu'après cinquante ans de revendications, on se retrouve « avec une répartition peu différente, mais un revenu national sensiblement plus élevé », la revendication ayant agi



La progression inégale de salaire du travailleur célibataire et du revenu du travailleur chargé de famille.

comme un stimulant sur le patronat et l'ayant amené à compenser les avantages concédés par des gains de productivité. Et M. Sauvy de souligner que la Sécurité sociale elle-même est payée essentiellement par les salariés, qu'elle se traduit tout au plus par une meilleure répartition entre eux (ce qui est exact, puisque les entreprises intègrent les « charges sociales » dans leurs prix de revient).

agricoles (ce qui n'est pas une affaire). Il peut, enfin, par le jeu de l'impôt, redistribuer une partie du revenu national (autant que le met la fraude fiscale).

Mais avant d'étudier ce que peut être une politique des revenus en France, examinons brièvement certains nombre d'expériences étrangères concernant des pays d'Europe occidentale, c'est-à-dire des pays

Le néo-capitalisme accroît les inégalités

En fait, si le capitalisme moderne, le néo-capitalisme a élevé le niveau de vie moyen, s'il a supprimé à peu près complètement le chômage et les misères les plus criantes (exception faite d'une partie des vieux travailleurs), il n'a pas modifié fondamentalement la répartition des revenus entre salariés et non salariés. Par ailleurs, l'inégalité de développement entre les différents secteurs économiques, qui caractérise ce régime, aboutit à multiplier les inégalités entre les salariés (ce qui rend plus difficile une lutte d'ensemble contre le système).

Par conséquent, d'un point de vue socialiste, une « politique des revenus » visant à atténuer ces inégalités est tout à fait souhaitable, à condition de ne pas perdre de vue qu'elle implique un changement de

LE MOUV

Bulletin de l'Inst

Sommaire :

- L'Instituteur 1900-19
- La Presse Ouvrière e
- Les origines idéologi
- Parti communiste chi
- Les archives de la III

Abonnement annuel (4

LES ED
12, Avenue Sa

ANS PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE

le développement économique est comparable au nôtre.

Il existe une expérience de « politique des revenus » qui n'a pas été profitable aux salariés : celle de la Hollande. En 1945, étant donné la mauvaise situation économique du pays résultant des ruines de la guerre — situation qui devait encore être aggravée par le conflit d'Indonésie — les syndicats des Pays-Bas acceptèrent l'institution d'un collège des conciliateurs d'Etat, qui pouvaient refuser des augmentations de salaires et même l'amélioration des conditions de travail. C'était en fait un dirigisme des salaires qui aboutit pratiquement au blocage de ceux-ci jusqu'en 1954, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'Europe occidentale dans son ensemble entra dans une phase d'expansion. Mais le retard pris par les salaires en Hollande ne devait pas être comblé de sitôt.

D'après Ernest Mandel, un des leaders de la gauche socialiste belge : « Avant guerre, les salaires hollandais étaient parmi les plus élevés d'Europe ; ils étaient au moins de 35 % plus élevés que les salaires belges. Mais en 1962, après cinq années de poussée continue des salaires, les salaires hollandais se situaient environ à 20 % en dessous des salaires belges et des salaires anglais, qui sont pratiquement identiques, et 30 % en dessous des salaires allemands qui sont aujourd'hui d'environ 10 % supérieurs aux salaires belges et aux salaires britanniques (salaires indirects toujours compris). »

La situation dans les pays du Marché commun...

En Belgique, il n'y a pour ainsi dire jamais eu de blocage des salaires depuis la Libération, l'échelle mobile permettant de faire varier les salaires en fonction de la hausse du coût de la vie. Par contre, il faut reconnaître que les investissements ont été insuffisants et que l'industrie belge est l'une des moins modernes d'Europe, avec celle de la Grande-Bretagne.

En Allemagne, l'afflux des travailleurs venant de l'Est a entraîné pendant des années un chômage important et créé une situation défavorable aux salariés, mais il a finalement contribué à un essor économique qui facilite les mouvements revendicatifs (ainsi qu'en a témoigné la grève des métallurgistes de Rhénanie-Westphalie). On sait d'ailleurs qu'il n'est pas question, dans ce pays, de « politique des revenus ». Les sociaux-démocrates eux-mêmes, apparemment ralliés aux thèses libérales de M. Erhard, viennent de condamner toute planification, même indicative !...

En Italie, le chômage a également beaucoup diminué et l'expansion économique a permis le développement de nombreuses actions revendicatives. Mais, là comme ailleurs, les progrès de la production en régime capitaliste s'accompagnent d'inflation (et ne mettent pas vraiment un terme au sous-développement régional). Aussi le gouvernement italien propose-t-il actuellement un plan d'austérité rejeté par les syndicats.

Actuellement, en Hollande, le Bureau central de planification, prétendant fixer à 4 % la hausse maximum des salaires pour 1964, se heurte à l'opposition des centrales socialiste, catholique et protestante.

...et celle de la Grande-Bretagne

Dans l'Europe des Six, tous les syndicats ouvriers se déclarent hostiles au dirigisme des salaires qu'implique une « politique des revenus ».

Il n'en est pas de même dans l'ensemble de l'Europe, puisqu'une telle politique existe en Suède et que les syndicalistes britanniques l'accepteraient en principe, au cas où les travailleurs accéderaient au pouvoir.

Le secrétaire général des Trade Unions, George Woodcock, avait même proposé, dans son rapport présenté au récent congrès des syndicats, d'accepter une limitation des salaires dans le cadre de la planification que le gouvernement conservateur a commencé à instaurer (en créant une Commission nationale du revenu et un Conseil national de développement économique). Mais la direction du T.U.C. s'est heurtée, à ce sujet, au puissant syndicat des transports et au syndicat des chaudronniers, qui fit adopter une résolution affirmant « la complète opposition du congrès à toute forme de limitation des salaires ».

Cependant, au congrès du Labour Party, la quasi-unanimité des participants s'est ralliée à une politique des revenus qui résulterait de la planification mise en œuvre sous l'égide d'un super-ministère de la Production, dont les travaillistes envisagent la création.

Il reste à voir ce que donnera l'expérience si, comme il est probable, un ministre Wilson gouverne bientôt l'Angleterre.

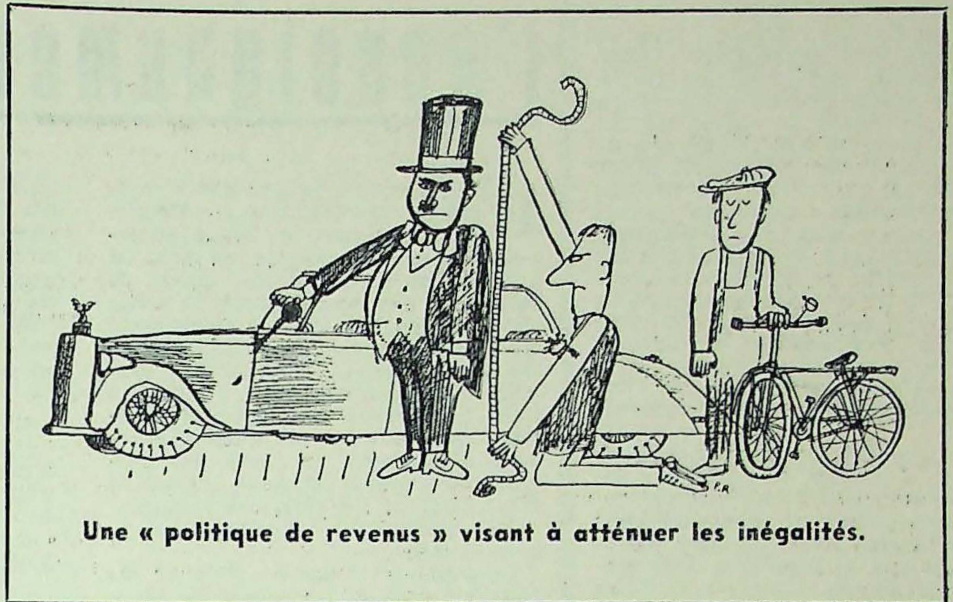
Une difficulté peut résider dans la contradiction qui apparaîtrait entre une planification seulement indicative (en dépit de l'existence d'un important secteur privé dont on ne sait s'il sera étendu) et une détermination par trop rigide des seuls revenus salariaux. Le problème est en effet d'évaluer et de contrôler les bénéfices commerciaux et les profits capitalistes. Ces contradictions, inhérentes à une économie mixte où le capitalisme demeure puissant, peuvent amener les syndicats à reprendre rapidement leur liberté.

Les conditions d'une politique des revenus

Nous avons vu que l'Etat, en France, a actuellement les moyens de pratiquer une véritable politique des revenus. Encore faut-il préciser les conditions qui permettraient d'appliquer effectivement une belle politique et de faire en sorte qu'elle ne soit pas un jeu de dupes pour les travailleurs.

Une telle politique ne saurait consister dans une simple redistribution des revenus qui demeurerait précaire si l'on ne sortait pas du cadre capitaliste. Une véritable politique des revenus doit être fondée sur une planification rigoureuse de l'économie élaborée démocratiquement, permettant d'atteindre une croissance maximum et d'instaurer la justice sociale. Celle-ci implique que chaque citoyen bénéficie des résultats de l'expansion en fonction de son travail ou de ses besoins, s'il ne peut travailler (jeunes, vieux, malades), que la durée du travail soit progressivement réduite et que soit développé l'équipement économique, social et culturel de la nation qui profite à tous.

En ce qui concerne plus précisément la fixation des revenus, celle-ci serait injuste si l'autorité de l'Etat en la matière ne pouvait s'étendre qu'aux salaires du secteur public, ceux du secteur privé restant soumis à la loi de l'offre et de la demande du fait de l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée. Il faut donc remédier à celle-ci par la démocratisation et la rénovation de l'enseignement, ainsi que par une planification assurant des reconversions et un essor des régions « sous-développées ».



Une « politique de revenus » visant à atténuer les inégalités.

C'est ici qu'apparaissent les insuffisances du IV^e Plan que souligne Gilbert Mathieu (2) : « Qu'il s'agisse de la réduction de la durée du travail, par laquelle rien n'a été prévu dans le IV^e Plan (excepté une étude en fin de période), ou des hausses de salaires (dont le IV^e Plan n'a pas prévu concrètement comment il fallait les régulariser, les limiter ou les accélérer), qu'il s'agisse encore de la reconversion qu'on a laissée dans l'ombre, faute d'en prévoir toutes les conséquences (pourtant considérables), le IV^e Plan n'a précisé ni les objectifs ni les moyens de les atteindre. »

Ce qu'est la planification démocratique

Et alors que s'élabore le V^e Plan, la gauche devrait populariser un certain nombre d'objectifs concrets que celui-ci risque de laisser de côté, du fait que les experts les mieux intentionnés sont soumis aux directives, aux impératifs de la politique gaulliste. Au premier rang de ces objectifs devraient figurer l'accélération de la construction de logements, l'amélioration des salaires les plus défavorisés, une véritable décentralisation industrielle.

Mais il faut opposer aussi notre conception de la planification à celle de l'Etat gaulliste.

La planification doit être impérative pour les secteurs essentiels de l'économie, ce qui nécessiterait sans doute de nouvelles nationalisations, les entreprises nationales étant elles-mêmes réformées dans le sens d'une véritable autonomie de leur gestion (à laquelle les syndicats devraient être amenés à participer effectivement). Une telle planification ne saurait s'accommoder également des vieux cadres institutionnels, qu'il s'agisse de ceux du gaullisme ou du parlementarisme classique. Le Plan devrait être débattu devant l'Assemblée nationale, certes, mais aussi devant une chambre économique (remplaçant le Sénat) et représentant les producteurs en fonction du rôle qu'ils jouent dans la nation. On peut même concevoir que certaines options essentielles soient soumises à des référendums populaires : par exemple, faut-il construire une force de frappe ou utiliser l'énergie atomique seulement à des fins pacifiques ? Faut-il développer plus particulièrement la production d'automobiles ou la construction de logements ? En outre, chaque année, les représentants des différentes catégories sociales discute-

raient de la répartition des revenus en fonction des résultats obtenus.

Nul doute qu'une telle politique soit de nature à rencontrer l'opposition du patronat qui n'accepte les directives de l'Etat que lorsqu'elle coïncide avec ses intérêts immédiats ou non et qui, au surplus, ne tient pas à ce qu'on mette le nez dans ses comptes, qu'il s'agisse de l'Etat ou des comités d'entreprise. Avec les représentants de la classe capitaliste et l'ensemble des éléments conservateurs, c'est une question de rapports de forces sur le plan politique. Il en va autrement avec les syndicats, qui peuvent être amenés à faire des réserves sur tel ou tel aspect d'une politique d'inspiration socialiste.

C'est ainsi que Marcel Gonin, un des dirigeants de la C.F.T.C., redoutait qu'une politique de revenus, définie au sommet entre leaders syndicaux, représentants du patronat et de l'Etat, n'entraîne d'une certaine manière « la bureaucratisme du mouvement syndical, un mouvement syndical beaucoup plus conformiste » (3).

Cette crainte n'est pas entièrement fondée sur des survivances anarcho-syndicalistes. Il est évident qu'une planification imposée d'en haut, entraînant une fixation autoritaire des revenus, risquerait de limiter considérablement le rôle de contestation des syndicats — nécessaire même en régime socialiste — et de nuire à leur fonctionnement démocratique, la base n'ayant plus prise sur des problèmes qui lui échapperaient. C'est pourquoi il faudrait une planification décentralisée au plan régional (d'où la nécessité d'assemblées économiques régionales) et au plan de l'entreprise (d'où la nécessité de reconnaître la section syndicale d'entreprise et d'étendre les pouvoirs des comités d'entreprise).

Tout ramène au Front socialiste

Nous ne pouvons qu'être d'accord avec Gonin lorsqu'il parle « de la duperie que constituent les systèmes de démocraties populaires où l'on prétend de manière abstraite que tel parti étant au pouvoir, que les travailleurs y sont et, de ce fait, ils sont contents ».

Nous sommes pour un socialisme démocratique convenant à un pays industriellement évolué (ou à un groupe de pays, si l'on se place sur le plan européen).

La construction d'un tel socialisme nécessite l'engagement des syndicats aux côtés des partis de gauche, sur un pied d'égalité, afin d'aboutir à des réformes de structure suffisamment profondes pour interdire toute contre-offensive capitaliste. C'est précisément ce que nous appelons le Front socialiste.

Maurice Combes.

Pour venir en aide aux mineurs asturiens

Adressez vos versements à : L. Houdeville, Paris, C.C.P. 15.536.47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois (Seine), avec la mention : POUR LES GREVISTES ESPAGNOLS.

(1) Voir la brochure du C.E.S. : *Une politique des revenus est-elle possible et souhaitable ?* Débats entre Gilbert Mathieu, Ernest Mandel, Marcel Gonin, Alfred Sauvy, sous la présidence de Manuel Bridier.

(2) Brochure citée.

(3) Idem.

ENT SOCIAL

ançais d'Histoire Sociale

44

J. OZOUF
M. OZOUF
C. BRANDT
G. HAUPT

ro : 4 F.

France 12 F.
Etranger 15 F.

S OUVRIERES
alie — PARIS (13^e)

POUR UN STATUT DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Le vendredi 11 octobre, des objecteurs de conscience, en instance d'arrestation : Didier Poiraud, Claude Bresson, Ambroise Monod, Eric Pot, Jean-Marc Sabot, Jacques Decros, Yves Menesguen, Daniel Roussée, Alain Depoorter, André Donaint, Gilbert Schmitz, ont tenu une conférence de presse afin de préciser leur attitude à l'égard du statut qui devait être présenté à la Chambre mardi 15 octobre. Pour corriger l'opinion générale qui fait d'eux des citoyens préoccupés avant tout de leur pureté morale personnelle, ils réaffirment leur volonté d'être les pionniers d'une forme nouvelle de défense nationale fondée sur le service civil constructif et désintéressé. Les « Corps Civils de la Paix » leur semble répondre à cette exigence. Tous ont déjà travaillé sur divers chantiers de service civil, en France, en Algérie et en Allemagne.

Ils ont particulièrement insisté sur les points du Statut, tels qu'ils ont été amendés en juillet dernier, et qui leur semblent absolument inacceptables :

1) Obligation de se déclarer objecteur à 18 ans. 2) Interdiction de certains emplois administratifs. 3) Refus du sursis. 4) Affectation, en cas de guerre, à des formations militaires non armées.

Le lendemain, samedi 12 octobre, à l'appel de l'Action Civique Non Violente et d'un certain nombre d'organisations dont la C.F.T.C. Région Parisienne, le Mouvement de Libération Ouvrière, le Service Civil International, sept à huit cents personnes ont accompagné une délégation de neuf objecteurs de conscience à l'Assemblée Nationale.

A la suite d'une lettre qu'ils avaient adressée la semaine dernière aux députés et sénateurs, dans laquelle ils sollicitaient une audience, trois groupes parlementaires ont déjà donné une suite favorable.

Ainsi verrons-nous peut-être prochainement un Statut digne enfin, dont, ainsi que l'écrivait Camus « l'adoption ne pourrait qu'ajouter au renom généreux de notre pays ».

Anne-Marie Ressouches.

Errata

Des erreurs ont été commises dans l'article « L'exemple de Rennes » paru dans Tribune Socialiste, n° 164 du 12 octobre 1963 (page 11).

Les résultats des élections sont les suivantes :

1^{er} tour :
U.N.R. : 2.067 voix ; M.R.P.-Indép. : 2.449 ; S.F.I.O. : 280 ; P.C. : 791 ; P.S.U. : 579 ; Mouvement breton : 257.

2^e tour :
U.N.R. : 2.208 ; M.R.P.-Indép. : 3.538 ; P.S.U. : 1.378 ; Mouvement breton : 211.

En plus, il faut rectifier la phrase « Le P.C. croit enfin que la candidature unique ira de soi au deuxième tour ». C'est « Le P.S.U. croit enfin... », qu'il fallait lire.

Nous sommes certains que nos lecteurs ont rectifié d'eux-mêmes.

Aux correspondants de " Tribune Socialiste "

Nous insistons vivement auprès de nos amis pour qu'ils évitent — au maximum — de nous envoyer des informations écrites à la hâte sur des petits bouts de papier.

Chaque fois que cela est possible, écrivez très lisiblement (les noms propres doivent toujours être écrits en majuscules).

Si vous tapez à la machine ou si vous envoyez un papier manuscrit ne le faites qu'au recto de la feuille.

En outre, pour éviter tout retard, nous rappelons que toutes les informations doivent être envoyées à la Rédaction, 8, rue Jenner, Paris (9^e), et non 54, boul. Garibaldi, qui n'est que le siège de l'Administration (abonnements, commandes, etc.).

Si vous voulez que vos informations paraissent dans le numéro suivant, vos articles doivent nous parvenir le lundi soir au plus tard. N'oubliez pas que vous pouvez envoyer vos articles par lettre « Express », ce qui fait gagner beaucoup de temps lors de la distribution à Paris.

Le C.N.A.L. dénonce devant le pays la politique d'asphyxie que poursuit le régime contre l'enseignement public

EN prenant l'initiative d'une campagne d'information, le Comité national d'action laïque entreprend ou plutôt poursuit, en dépit de ses moyens modestes une œuvre de salubrité : dire aux Français la vérité sur la situation faite à l'éducation nationale et mettre en évidence, contre les mensonges réitérés du pouvoir, la détérioration qui s'accroît à tous les niveaux de notre enseignement public — de la sorte contribuer s'il se peut au réveil de l'opinion sans lequel il n'est permis ni d'entrevoir ni d'espérer les indispensables mesures de sauvetage et de redressement.

Ce n'est certes pas à « Tribune socialiste » que sera mesurée la place pour cette tâche primordiale. Sur la rentrée qui vient d'avoir lieu une lumière crue a été projetée : réduction des crédits d'équipement — 68 millions de francs actuels — et blocage des crédits restants, par ordre du ministre Giscard d'Estaing, cependant que les crédits militaires d'équi-

assez misérable pirouette, M. Fouchet n'a pas craint d'avancer les plus choquantes inexactitudes alors que le courage eût consisté à prendre le problème à bras le corps et, selon le mot de Péguy, à « gueuler la vérité » pour prendre appui sur l'opinion publique enfin alertée par le ministre en personne — mais nous avons cessé de vivre en démocratie.

Il faut donc en revenir aux chiffres, ces témoins fastidieux mais irrécusables et, chemin faisant, se trouveront soulignés les mensonges du pouvoir, car en ces matières comme en d'autres il en a menti délibérément.

Parlant de ces questions à Montélimar — une fois n'est pas coutume — De Gaulle a osé proclamer : « Nous parvenons à les résoudre, souvent à l'admiration du monde entier... Nous allons voir que le monde entier a de l'admiration dont il ne sait que faire ! »

Sur le problème global des effec-

construction intensive de groupes scolaires pour répondre aux besoins nés d'une concentration urbaine, laquelle n'est en rien endiguée... En fait, nous en sommes à l'âge des baraques.

Abordons le problème de l'entrée en sixième première année du cycle d'orientation : plus de 50 % des enfants n'en ont pas eu l'accès à la rentrée scolaire ! Or la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans étant effective à compter de 1967, cela veut dire que dès la rentrée de 1964, les écoliers de onze ans devaient tous se trouver en classe d'orientation — pour la moitié d'entre eux la prolongation de la scolarité n'aura aucun sens.

L'entrée en seconde s'est révélée, de même, comme une catastrophe. Rien que pour Paris et sa banlieue, sur plus de 17.000 candidats, 8.000 ont trouvé une place. Il y avait sur ces 17.000 postulants, 10.000 candidats à une seconde technique : on en a pris 4.000.

Enfin, pour ce que touche à la pénurie des professeurs — sujet rebattu ; sujet toujours actuel — voici qu'elle prend un tour que l'on peut sans excès qualifier de tragique : les chaires vacantes atteignent ou dépassent 15 % en lettres et en lan-



Il aurait fallu créer 500 classes enfantines et non 94.

(Photo Tribune.)

pement n'ont fait bien entendu l'objet d'aucune réduction, d'aucun blocage — plus encore ! augmentation en 1964 d'un tiers pour les crédits de la force de frappe qui atteindront quatre milliards... Situation désastreuse enfin quant au recrutement des professeurs, notamment dans l'enseignement technique et, pour notre honte commune situation dramatique en ce qui concerne les locaux, insuffisants, vétustes ou simplement absents.

Mais le 30 septembre, le ministre Fouchet a prétendu dresser le bilan de cette rentrée en la dépeignant sous des couleurs favorables, et rejetant la responsabilité des carences qu'il ne pouvait escamoter sur le « régime précédent » et « son instabilité » — oubliant à n'en pas douter que le régime qu'il sert est en place depuis plus de cinq ans et qu'il est son neuvième responsable à la rue de Grenelle ! Du reste et au-delà de cette

tifs, dont le gouvernement ne peut soutenir qu'il l'ait pris au dépourvu, ses services avaient dénombré 10 millions 900.000 scolaires soit 320.000 de plus que l'an passé — en chiffres ronds, le quart de la population française — et se répartissant ainsi : classes maternelles : 1.570.000 ; élémentaires : 5.850.000 ; second degré, court et long : 3.100.000 ; écoles normales : 32.000 ; universités et grandes écoles : 334.000.

Pour le seul département de la Seine, il eût fallu ouvrir cinq cents nouvelles classes enfantines ; on en a créé 94 ! En ce qui concerne les classes élémentaires où les effectifs nationaux ont fléchi de 70.000 unités, on prétend de la sorte récupérer deux mille classes ; hypothèse toute théorique, la diminution étalée sur l'ensemble du pays est de un demi-élève par classe. La réalité, d'une toute autre nature, exige, dans la région parisienne en particulier, la

gues vivantes, 25 % en sciences physiques, 40 % en mathématiques et dessin industriel. Il est vrai qu'à titre de compensation, le ministre Messmer a sur les bras cinq mille officiers en surnombre : serions-nous devenus le pays des colonels ?

La détresse matérielle des universités n'est pas moins vive, et l'on a sans doute en mémoire le solennel avertissement lancé en juillet dernier par le doyen de la Faculté des Lettres de Paris — avertissement resté sans écho. Le général-président, qui s'est rendu aux grandes manoeuvres, daignera-t-il assister à la séance de rentrée des Facultés ? Les paris sont ouverts...

Non, rien de tout cela n'inspirait le très lacunaire exposé de M. le Ministre de l'Éducation nationale ; c'est pourquoi le C.N.A.L., et avec lui tous les groupements qui le composent, doit pallier sa carence volontaire afin que l'ensemble de nos concitoyens soient informés, et que, sachant où se situe l'avenir de notre pays, où se situe sa grandeur authentique, ils sachent du même coup la part que lui concède le régime.

A nous, démocrates et socialistes, de prendre à notre compte ce mot de Stevenson durant sa campagne aux élections présidentielles américaines : « L'avenir d'une nation commence dans une salle de classe » — et de lui donner, par l'action, tout son sens.

Jean-François Dazy.

MAÇONNERIE — PLATRERIE — RAVALEMENTS — CARRELAGES

COLOMER

29, cité d'Antin, PARIS (9^e) — Téléphone : TRinité 05-06

L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Il n'est pas si fréquent d'assister à un débat commun réunissant socialistes italiens, belges, allemands, représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C., des syndicats italiens, membres de l'U.N.E.F., du P.S.U. et d'autres mouvements, pour ne pas saluer comme il convient le colloque qui s'est tenu du 4 au 6 octobre, sur le sujet : « L'intégration européenne et le mouvement ouvrier. »

Une large confrontation internationale sur ce thème était d'autant plus urgente que chacun s'accordait à reconnaître que l'unité d'action ouvrière faisait presque entièrement défaut à l'échelle européenne face à une collaboration patronale, capitaliste qui a pris une singulière extension.

Les rapports d'André Gorz et

d'Ernest Mandel se sont attachés à étudier les transformations structurelles du capitalisme européen. A cet égard, Ernest Mandel a soutenu que ces transformations résultaient davantage d'une expansion économique exceptionnelle au cours des quinze dernières années que de l'institution du Marché commun. Il fit valoir, en outre, que le Marché commun apparaît plutôt comme un vaste réseau d'accords de cartel et d'ententes entre monopoles « nationaux » que comme le cadre d'une interpénétration de ces monopoles et la naissance de nouveaux monopoles « supranationaux ».

Quoi qu'il en soit, ces nouveaux rapports se trouvent en pleine évolution et il sera important de considérer leurs variations dans

le cadre du ralentissement de l'expansion qui pourrait se produire au cours des prochaines années.

Les moyens de lutte du mouvement ouvrier ont été examinés à la suite des rapports de Lelio Basso, de Pierre Naville et de J.-M. Vincent. Dans cette discussion ont été remarquées, notamment, les interventions de Detraz (C.F.T.C.), Mascarello (C.G.T.), Bridier (P.S.U.) et des représentants de la C.G.I.L. (Italie).

Le délégué de la C.G.T. a esquissé le cadre « d'actions unitaires et d'une coordination des activités en préconisant un certain nombre de revendications telles que : l'augmentation des salaires accompagnée de garanties, l'abolition des discrimina-

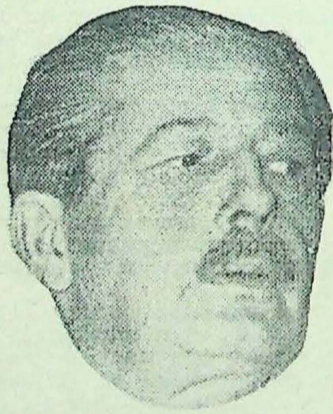
tions, réduction des horaires à quarante heures en cinq jours, quatre semaines de congés payés, abaissement de l'âge de la retraite, défense des libertés syndicales, etc. Un certain nombre d'assistants estimant ce programme trop « défensif » préconisèrent une stratégie plus offensive, débouchant sur des solutions socialistes.

Le Centre d'études socialistes, à qui revient le mérite de l'organisation de ce colloque international, se propose d'entreprendre d'autres réunions de ce genre. Souhaitons qu'un nombre croissant d'organisations socialistes et syndicales s'y fassent représenter et que ces manifestations connaissent une meilleure publicité.

A. Durez.

ANGLETERRE: Les conservateurs à la dérive

Après l'affaire Profumo, je n'avais pas été le seul à prédire que les jours du gouvernement Macmillan étaient comptés. Le tout était de trouver un moyen élégant et qui paraisse en



(Photo Tribune.)

Après le départ de Macmillan le problème des conservateurs : préparer la revanche de 1970

même temps assez sérieux pour émouvoir l'opinion. Je suppose que tous les subterfuges ont été passés en revue, il semble même que l'on ait étudié l'histoire étrangère. Puisque en

définitive le prétexte officiel, cette bonne vieille histoire de prostate sort tout droit des contes de notre III^e République. A l'époque on souffrait beaucoup, dans les milieux politiques de cet organe particulièrement masculin. C'était une maladie radicale, maintenant la mode est à la santé, on chuchote même que le Président va se faire soigner en Suisse pour ne pas effrayer le peuple.

Toujours est-il qu'en Grande-Bretagne la prostate de M. Macmillan vient de plonger le parti conservateur dans le plus cruel embarras. Annoncée la veille au congrès du parti qui se tenait à Blackpool, la maladie puis la démission de M. Macmillan ont privé les tories de l'une de leurs dernières chances de se maintenir au pouvoir.

Poussé en avant et légèrement « fabriqué » par Sir Winston Churchill en 1957, M. Macmillan avait su au fil des ans se forger une personnalité qui contribuait à le rendre populaire même dans les rangs travaillistes. C'était une certaine idée, une certaine manière d'être de l'Angleterre que personnalisait le vieux Mac. Cela avait duré tant que les travaillistes déchirés et cherchant leur second souffle n'avaient su trouver une autre figure de proue. Puis était venu petit à petit l'effacement de la vieille politique anglaise, la reconnaissance du leader ship américain, le choix déchirant du Marché commun.

Un nouvel homme politique britannique naissait, parlant en scientifique, moderne, débarrassé des préjugés et des souvenirs ; et cet homme, Harold Wilson, était travailliste. Le coup de grâce de l'affaire Profumo a précipité les choses. Les conservateurs n'ont plus guère de chance de conserver le pouvoir. Qui succédera à M. Macmillan ? Finalement c'est de peu d'importance. Que ce soit M. Butler, le second officiel de M. Macmillan lord Hailsham ou lord Home, le problème n'est plus là. A plus ou moins longue échéance, au maximum un an, l'Angleterre sera travailliste.

Le parti conservateur saura-t-il profiter de ce repos forcé pour se renforcer, se démocratiser. L'ère des hom-

mes imposés par certains groupes d'intérêts est-elle terminée ?

Le grand problème pour le parti conservateur est de se trouver pour 1970 un leader qui soit de taille à battre Harold Wilson.

A moins bien sûr que cette fois le balancier ne retombe pas et que la Grande-Bretagne ne reste travailliste. C'est tout le bonheur que je lui souhaite.

Michel Joch.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9^e)).

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques



Grève, parti et syndicats

LES leçons de la grève des mineurs, les lois antigrève, l'atteinte croissante contre le niveau de vie des travailleurs, les menaces d'intégration des syndicats à l'Etat par leur participation à un Conseil économique modifié et l'attitude des organisations ouvrières traditionnelles face à ces problèmes tracent le cadre dans lequel nous devons nous situer pour définir nos objectifs immédiats.

Ces divers aspects d'une même offensive menée contre la classe ouvrière nécessitent que les causes des échecs subis depuis 1958 soient examinées avec précision afin d'assurer la défense et la contre-offensive victorieuse.

La grève des mineurs, volontairement isolée par les directions bureaucratiques syndicales, aurait dû permettre au P.S.U. d'entrevoir ce qui ne va pas dans le mouvement syndical. En effet, il est clair que, débordés au départ par la volonté de lutte « inattendue » des mineurs, les centrales syndicales ont refusé de coordonner les luttes de toutes les autres corporations par une grève générale. Le P.S.U. a émis quelques remarques sur la nécessité d'étendre la résistance, mais il faut dire que, sous la pression de ceux qui estimaient que « nous n'avons pas de leçons à donner », le parti s'est généralement contenté de regrets ou d'allusions.

Nous arrivons, par cet exemple, à un point important. Faut-il se taire pour préserver l'unité ? Ou faut-il, au contraire, exposer clairement les conditions de l'unité et de l'indépendance de la classe ouvrière ?

Le silence ou les conseils discrets est une attitude suivie depuis trop longtemps sans résultat pour que l'on ne s'interroge pas sur son utilité. Il s'agit, en fait, de chercher chez l'un, chez l'autre, dans une déclaration plus ou moins claire, faite par un dirigeant d'une organisation ouvrière traditionnelle, des positions qui pourraient être considérées comme unitaires. En dépouillant ensuite ces déclarations de leur contexte, on arrive à une position « idéale », on a un programme qui « devrait » mettre tout le monde d'accord.

Malheureusement, ces grandes organisations ne se mettent jamais d'accord, en tout cas pas sur les compromis laborieux que certains de nos camarades essayent d'élaborer à leur place. Personne ne veut jamais jeter un coup d'œil aux grises tapisseries de nos modernes Pénélope.

Faut-il penser que rien n'est à faire, partant que le P.S.U. n'aurait jamais dû exister ? Nous estimons, au contraire, que la situation dans laquelle nous nous trouvons est due au fait que nous avons tourné le dos à ce qui a été la raison de la création du P.S.U. : un parti ouvrier indépendant. Pour bâtir ce parti, il aurait été nécessaire de dire clairement que nous n'étions pas d'accord avec l'immobilisme des organisations ouvrières

traditionnelles. Pour avoir sans cesse refusé d'expliquer pourquoi, fondamentalement, les centrales syndicales ont trahi les mineurs, par exemple, nous nous sommes privés délibérément d'aider les militants des centrales syndicales à œuvrer à l'unité et non à un replâtrage sans lendemain.

Mais il est nécessaire, avant même de parler de contre-offensive, d'examiner avec la plus grande vigilance les projets actuels de transformation du Conseil économique. Il s'agit, en compromettant les organisations syndicales dans l'élaboration des lois, de transformer ces dernières en courroies de transmission. La menace, depuis longtemps réelle — de Gaulle veut depuis le temps du R.P.F. la collaboration capital-travail — a été ressentie par les organisations syndicales et des déclarations d'hostilité à l'intégration des syndicats à l'Etat ont été faites. Cependant, ces déclarations, et plus particulièrement celles faites par les dirigeants de la C.F.T.C., sont parfois équivoques.

En effet, si l'on estime vraiment que les organismes du Plan, les Conseils d'aménagement du territoire, Conseil économique, etc., sont les instruments directs de l'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, ne faut-il pas purement et simplement s'en retirer, les boycotter, et expliquer pourquoi devant l'opinion ouvrière ?

Raisonnement trop clair, répondent nos tacticiens, angoissés à l'idée de rompre vraiment avec la bourgeoisie et le régime gaulliste. Il faut transformer le Conseil économique en « tribune », il faut « contester à tous les niveaux », il faut « s'informer ».

Quand on sait le discrédit du Parlement et des organismes de ce type, les renseignements volontairement tronqués ou truqués communiqués par la bourgeoisie et l'administration aux organisations ouvrières, on est bien obligé de se demander si ces habiletés tactiques ne confinent pas à la duplicité. En tout cas, elles réduisent à bien peu de chose la soi-disant volonté de rompre avec le gaullisme.

La bourgeoisie ne sera pas « contestée » autour d'un tapis vert, mais au contraire sur le terrain de la lutte de classe. Nos militants syndicaux devraient donc, à l'intérieur de leurs organisations respectives, préconiser l'unité d'action avec ceux des dirigeants syndicaux qui, quelles que soient leurs motivations, défendent l'indépendance des organisations syndicales.

C'est sur ce terrain, à partir de la défense des organisations ouvrières, que peuvent se nouer des alliances que le P.S.U. aurait la tâche de consolider et d'orienter dans une perspective socialiste, c'est-à-dire dans la perspective d'une remontée des masses travailleuses mettant en cause, par leur action, les bases mêmes du régime capitaliste.

à se rendre compte de l'existence d'une morale politique, les autres à accélérer le processus engagé depuis le XX^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

II. — Se saisir des problèmes concrets les plus urgents : logement, enseignement, information, paix, pas davantage. Démontrer dans ces domaines sensibles la malfaisance du régime qui confine l'homme dans le ghetto du taudis et de l'ignorance et la nation dans celui du maurrassisme. Pour cela, s'entourer de spécialistes des questions envisagées qui, à l'instar du « shadow cabinet » britannique, tiendront à jour des rapports précis et soumettront fréquemment au pays nos solutions particulières, non dans une optique de propagande, mais dans celle de responsabilités accrues.

III. — Simultanément à ces tâches, entreprendre l'éducation nécessaire des militants et des sympathisants.

Cette éducation doit partir de préoccupations concrètes et remonter à la doctrine. Elle doit souligner le lien entre des problèmes d'apparence différente. La dénonciation d'une malfaisance doit nécessairement conduire à la dénonciation de la malfaisance globale du capitalisme. La critique ne doit pas être fragmentaire, mais totale.

J'ai la conviction profonde que, si le prochain congrès accepte les grandes lignes de la mission, limitée, mais grandiose, qui, dans cette perspective, s'offre à lui, le redressement est possible.

Si, au contraire, il s'enlise encore dans de savantes recherches et de doctes définitions, s'il s'obstine à créer un parti d'autant plus abstrait qu'il serait inexistant, ce congrès risque d'être le dernier.

Daniel Mayer.

Pour un accord politique

Il y a deux éléments positifs dans la situation actuelle du Parti.

Il est indiscutable que les militants sont, dans leur très grande majorité, excédés par la tournure qu'ont prise nos luttes de tendances et qu'ils veulent mettre fin à des méthodes qui menacent le P.S.U. ou peuvent le réduire au rang d'une secte sans importance.

Il apparaît d'autre part qu'il n'y a pour nous dans l'année qui vient qu'une seule politique à suivre.

Ainsi la réaction unitaire de la base n'est pas simplement une réaction instinctive et « sentimentale » : elle répond à la possibilité d'un très large accord.

Sur quoi peut porter cet accord ? Sur la réaffirmation de la perspective que nous avons tracée à Clichy et sur la définition d'un certain nombre d'objectifs concrets.

A Clichy, nous nous étions prononcés pour ce qu'on appelle « l'alternative socialiste » au gaullisme et pour la coalition des forces susceptibles de faire triompher une telle solution (le Front socialiste). Aujourd'hui nous voyons que ces forces tendent effectivement à se rejoindre mais que leur rapprochement s'opère encore nécessairement sous le signe d'un très grand empirisme et d'une très grande confusion. Nous pouvons fort bien connaître un nouveau « cartel des non » étendu cette fois aux communistes.

C'est le devoir du Parti — et je crois que tout le monde est d'accord sur ce point — de montrer qu'il s'agit là d'une impasse. Il lui faut souligner, avec plus de force que jamais, la nécessité d'opposer au gaullisme et au néo-capitalisme un ensemble de solutions économiques et politiques globales et non plus un simple catalogue de revendications.

En insistant sur ce point, le P.S.U. trouvera un écho dans la plupart des organisations ouvrières, y compris dans le P.C. et dans la S.F.I.O. Mais cet écho sera-t-il suffisant pour faire basculer les choses dans notre sens ? Il est évident que non. La situation n'est pas mûre pour cela. Pour la plupart des travailleurs, l'unité telle qu'elle commence à se réaliser aujourd'hui représente un grand progrès. Ils ne comprendraient

pas que nous la boudions sous le prétexte que nous n'approuvons pas l'orientation qu'on a tendance à lui donner. Ils ne comprendraient pas davantage que nous ne trouvions à leur proposer qu'une discussion permanente sur les objectifs de l'unité.

Lénine a démontré lumineusement dans « La maladie infantile du communisme » que les masses évoluent en fonction des leçons qu'elles tirent (ou croient pouvoir tirer) de leur expérience et non en fonction des effets de la propagande. Ce qui compte, dans une période où les solutions socialistes sont effectivement déjà à l'ordre du jour, mais où la majorité des travailleurs n'en a pas encore conscience, c'est de faire surgir cette conscience à travers des actions qui portent sur les points de clivages fondamentaux (c'est-à-dire qui mettent en cause la propriété capitaliste et les mécanismes politiques de sa domination).

Aussi, après avoir réaffirmé nettement sa conception de « l'alternative », le P.S.U. doit-il préciser les objectifs qu'il entend mettre aujourd'hui en avant. (Et qui sont susceptibles d'être approuvés par beaucoup de ceux qui ne comprennent pas encore notre position sur « l'alternative »).

C'est ici que la notion de « contre-plan » — que l'on retrouve dans différents textes préparant le Congrès — doit être précisée et développée. C'est ici aussi que la liaison du Parti avec les militants et les cadres syndicaux déjà acquis aux idées de la rénovation socialiste, prend toute son importance. C'est ici enfin que le P.S.U. joue sa partie décisive.

On attend en effet de nous que nous fournissions une double preuve : d'abord la preuve que nous savons dépasser les querelles de clans et de personnes ; ensuite et surtout que nous sommes en mesure d'offrir au mouvement ouvrier autre chose que des analyses et des généralités.

Une fois déjà — dans notre lutte pour la paix en Algérie — nous avons fourni cette double preuve. Essayons à nouveau de la donner. C'est à ce prix que nous sauverons les espoirs que le Parti porte toujours en lui.

Gilles Martinet.

Notre mission est limitée

Recul général des partis politiques, difficultés de se renouveler après la fin de la guerre d'Algérie, esquisses de rapprochement entre la S.F.I.O. et le P.C., ces raisons, ajoutées à la méfiance née de passés opposés et de méconnaissance humaine, suffisent à expliquer, entre autres, le malaise du P.S.U.

Certains tentent de le surmonter par de subtiles analyses vite dépassées par l'événement. D'autres en recherchent la solution dans une architecture statutaire souvent éloignée de la réalité.

L'expérience prouve désormais qu'il n'y a pas de place en France pour un parti se situant entre socialistes et communistes, si l'on entend par parti une formation permanente donnant, comme tant d'autres, l'impression que son existence est son but quasi exclusif, que sa propre survie est sa préoccupation majeure.

Pour remplir exactement le rôle que le moment historique lui alloue, le P.S.U. doit se définir non comme un parti au sens habituel du terme, mais comme un groupement de citoyens ayant provisoirement une mission à accomplir en commun.

L'unité du mouvement ouvrier en constituant l'essentiel, celle-ci une fois en bonne voie d'accomplissement, ce groupement se diluerait dans la nouvelle organisation qu'il aurait aidé à construire. L'un de ses objectifs serait donc paradoxalement sa propre disparition dans une unité plus large à l'institution de laquelle il aurait contribué. (La comparaison avec la Croix-Rouge, les bureaux de bienfaisance ou la Ligue des Droits de l'Homme pourra faire sourire ; elle n'est pas moins réelle : leur mission sera remplie lorsqu'il n'y aura plus dans le monde de guerre, de misère ou d'injustice ; leur fermeture pour inutilité sera donc le signe de leur succès.)

Cette limitation dans le temps ne comporte nulle « démobilité » ; c'est, au contraire, une mobilisation pour la réalisation d'un Plan quinquennal, peut-être décennal, qu'il convient de décider.

Ce Plan devrait comprendre trois directions :

I. — Aider à l'unification des forces ouvrières et démocratiques, par d'opportunes suggestions, mais aussi en aidant, par son exemple, les uns

Utopie et réalités

Les militants de la V^e section ont entendu nombre d'exposés sur la politique de Contrat d'Unité, qui ont inspiré à quelques-uns d'entre eux les réflexions suivantes :

1) Le contrat repose sur une analyse fautive, sur l'idée que le P.C. et la S.F.I.O. sont en train de subir des changements décisifs. Nous pensons au contraire que les récents tournants n'altèrent pas la réalité profonde de ces appareils, qui est d'ordre sociologique : la S.F.I.O. reste un parti de notables, et le P.C. pour avoir adopté les thèses de Moscou n'en reste pas moins stalinien dans son organisation et ses méthodes.

2) Le Contrat est irréalisable. En effet si sur des thèmes concrets et limités nous pouvons entraîner nos partenaires, nous n'avons pas pour l'instant les moyens d'imposer notre

conception globale de l'unité. Les dirigeants du P.C. et de la S.F.I.O. la repousseront. Il faudra alors en appeler à la base, nous dit-on. Quelle base ? La grande masse des travailleurs ? Nous n'avons pas la possibilité matérielle de l'atteindre. Les militants ? Espérer dresser les militants socialistes et communistes contre leurs dirigeants, c'est partager l'illusion trotskyste qui consiste à opposer une base parée de toute les vertus à des dirigeants chargés de tous les vices. En fait Mollet et Thorez reflètent leur base autant qu'ils la façonnent. A la base comme au sommet, le Contrat sera un coup d'épée dans l'eau —, un de plus.

3) Le Contrat est dangereux, pour trois raisons.

a) Il nous engage dans des discussions générales sur l'unité, la transi-

tion, etc. Or une simple discussion ne saurait transformer la nature des appareils.

b) Proposer un Contrat, c'est s'obliger à respecter une symétrie rigide entre les partenaires, donc s'interdire la tactique qui nous a permis de réaliser le 27 octobre. Le strict équilibre impliqué par l'idée de Contrat nous condamne à la paralysie.

c) Proposer le Contrat aujourd'hui, c'est reconnaître aux appareils tels qu'ils sont la qualité d'interlocuteur valable, donc limiter notre liberté de critique à leur égard, renoncer au moins en partie à provoquer ou exploiter des crises en leur sein.

4) Bref la tâche de notre parti est moins de réaliser l'unité — qui se fera bien sans nous — que de susciter dans le P.C. et la S.F.I.O. les

transformations en profondeur sans lesquelles cette unité serait un leurre. Nous devons donc :

a) Obtenir l'appui des syndicats, donc renoncer à la dénonciation systématique des cadres syndicaux pour créer un climat de coopération.

b) Proposer, au besoin séparément, au P.C. et à la S.F.I.O. des thèmes d'action qui par leur contenu même ébranleront leur sclérose : par exemple, municipalisation des terrains urbains, réforme des circuits de distribution, Europe, etc.

Ces suggestions n'ont sans doute pas le caractère publicitaire et les vertus magiques du Contrat; mais entre elles et lui, il y a toute la distance qui sépare les réalités de l'utopie.

Emmanuel Terray (Paris V).

Regroupement

Il est un point sur lequel s'accorde l'ensemble des militants du Parti : c'est que le prochain congrès ne peut être la réédition de celui d'Alfortville. Tous ont conscience (même si quelques-uns se refusent encore à le dire tout haut) que le Parti ne peut pas, sans danger, rester plus longtemps sans prendre position sur un certain nombre de problèmes importants. Faute de quoi il restera paralysé, hors du coup, impuissant à coler à la réalité, incapable de la moindre initiative, c'est-à-dire dans l'état où il se trouve depuis plusieurs mois,

et cette paralysie le conduit inexorablement à sa perte.

Le prochain congrès est donc l'occasion (sans doute la dernière) de le sortir de cette situation. Or plusieurs écueils devront être évités pour y parvenir. Si la préparation du congrès et ses débats conduisent à la confusion, si l'organisation de ces débats mène à leur atomisation ou fait une trop grande part à la procédure, si les véritables problèmes ne sont pas traités au fond et tranchés, alors les chances de survie du parti sont bien minimes. Si le congrès prend des positions insuffisamment précises, s'en tenant aux généralités, s'il définit une ligne politique finalement abstraite, tout au plus un sursis de quelques semaines lui sera-t-il accordé.

Il y a donc lieu de revoir l'ordre du jour, bien trop chargé, pour permettre au congrès de traiter sérieusement tous les points qui y seront inscrits et d'aller au fond de ce qui est l'essentiel : la définition d'une ligne politique. Il y a un ordre d'urgence et il faut que le Parti puisse s'exprimer clairement, afin qu'une majorité, enfin, se dégage.

A cet égard, le problème des tendances est maintes fois évoqué. Il faut ici parler clair : ce n'est pas leur existence qui doit être mise en cause dans un parti d'une composition aussi diverse que le nôtre et qui se veut démocratique. Elle serait plutôt un signe de santé. Ce qui est en cause, c'est leur cristallisation (néfaste, mais qui demeurera tant que les uns ou les autres ne s'expliqueront pas clairement et complètement) et leur multiplicité (qui ne disparaîtra que par un réel effort pour réaliser un accord au moins sur l'essentiel). C'est pourquoi, appartenant hier à quatre tendances différentes et dépassant ces anciennes tendances, nous croyons utile d'exprimer ce qui nous paraît devoir constituer l'axe d'un programme de majorité portant sur les questions qui conditionnent la survie du Parti et son développement. Nous espérons que cet effort sera compris et qu'il sera l'amorce d'un regroupement plus vaste.

Le P.S.U. s'est constitué parce que les divisions, responsables des échecs du socialisme en France, n'ont plus de raison d'être et qu'une force nouvelle était nécessaire pour surmonter la paralysie des organisations ouvrières traditionnelles. La politique du Parti doit donc reposer sur cette notion fondamentale que le P.S.U. n'est pas une fin en soi, mais une étape et un instrument de l'unification socialiste. Là réside le véritable désaccord, car des camarades ne croient pas à l'unification socialiste. Ils cherchent des raccourcis (unité immédiate avec un seul courant du mouvement ouvrier) ou croient à la nécessité de développer le tiers-parti en lui cherchant une clientèle particulière (couches nouvelles) sans retenir le critère de classe.

Or, ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que l'ensemble des travailleurs, y compris ceux de la terre (c'est-à-dire la grande majorité du pays) peuvent agir dans la même direction pour donner vie aux solutions modernes de la démocratie socialiste. C'est cela le front socialiste : son succès dépend de sa cohésion et sans qu'aucune catégorie sociale puisse prétendre y jouer un rôle privilégié.

De plus, depuis quelque temps, une situation nouvelle s'est créée (la S.F.I.O. s'est écartée de la coalition du centre, les grandes grèves du début 63 qui ont été la première grande réaction populaire contre le

régime, la crise du monolithisme communiste). Si sa passivité se perpétue, le P.S.U. perdra la grande occasion de jouer son rôle d'unificateur et de renouvateur du mouvement socialiste.

Pour qu'il sorte de cette passivité, pour qu'il puisse jouer ce rôle, il ne peut se contenter de préconiser des actions fragmentaires et le problème qu'il doit résoudre n'est pas celui des alliances de circonstances. De même que l'unité organique n'est pas une possibilité actuelle, la simple « unité d'action » ne saurait suffire aux exigences du moment. La véritable question, aujourd'hui, est celle d'une politique cohérente pour faire face au gaullisme, et, pour le remplacer, c'est aussi celle de la coalition qui appliquera cette politique.

Maintenant, il est possible qu'entre tous les travailleurs, entre leurs organisations politiques et syndicales se réalise un accord qui constituera pour aujourd'hui un véritable pacte de l'opposition socialiste, pour demain un pacte de gouvernement. Parvenir à un tel accord, tel est le sens de la « politique du contrat ».

Ce contrat d'unité, portant sur un programme (principales mesures politiques et économiques permettant de donner à la démocratie une base politique stable), sur un plan d'action (préparant la solution de rechange) et sur des garanties mutuelles (pour le respect et la défense de l'unité, l'indépendance et la démocratie du mouvement socialiste) ne doit pas constituer seulement une proposition de sommet. Celle-ci n'aura d'efficacité réelle que si nous portons le débat parmi l'ensemble des travailleurs. Et cela constituera une véritable campagne

politique permanente à tous les niveaux, qui redonnera à l'action et à la politique du Parti la continuité et la cohérence qu'elles ont perdues.

Refuser sans contrepartie cette politique, c'est laisser le Parti muet devant les propositions de regroupement qui lui seront faites, c'est le laisser devant le choix entre un isolement méprisant ou le ralliement à un cartel de la IV^e renouée, c'est, en tout cas, le condamner au dépérissement par inaction, génératrice de déchirements internes.

Si, au contraire, les sections et les fédérations font leur politique — la seule politique d'action aujourd'hui possible pour le Parti — le congrès aurait alors à débattre non seulement du principe même du « contrat d'unité », mais aussi de son contenu et de ses méthodes. Ses travaux porteraient alors sur du concret et ne s'égarent pas sur des questions qui demeurent secondaires ou sur des considérations plus ou moins confuses. Le débat y gagnerait en clarté et le congrès, lui-même, en qualité.

Le Parti serait alors sauvé. Il le serait beaucoup plus sûrement que si l'on veut éviter le débat et, partant, la décision sur les questions essentielles sous le prétexte d'écartier à tout prix des divergences.

Le Parti doit sortir de ce dilemme : ou décider d'une politique, au risque de l'éclatement, ou ne rien décider, au risque de disparaître.

Il peut, s'il le veut, décider et se sauver.

Noël ALTEZA (Pyrénées-Orient.),
Jules FOURRIER (Hte-Garonne),
Michel LUCAS (Sarthe),
Roger NOULE (Paris).

Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 16 au 23 octobre

S 1/2
de **FELLINI**
En version originale

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40

Semaine du 16 au 23 octobre

Amélie ou
le temps d'aimer

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : ● Rédaction :
54, bd Garibaldi 8, rue Henner
Paris (XV^e) Paris (IX^e)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : PIG 65-21

● Publicité :
Geneviève Mesgulche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e. Tél. : LIT 19-30.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication :
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

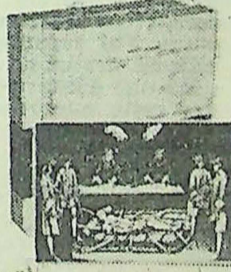
« TRIBUNE
SOCIALISTE »
VOUS OFFRE

moins chers que d'occasion
quelques exemplaires neufs
de magnifiques ouvrages presque épuisés
avec faculté de retour



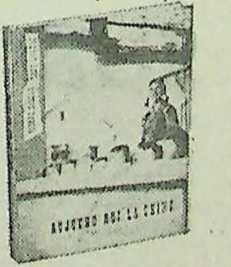
PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau
Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (1) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.
Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



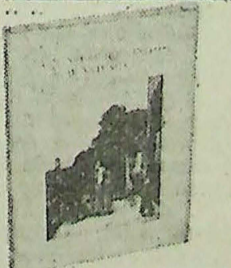
HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet
Premier Président de la Cour d'Appel de Paris
Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.
Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gaspar (préface de Claude Roy)
La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève la voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.
19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVIIe SIECLE

par E. Huttinger
Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du "siècle d'or" de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir — 24 pages en couleurs — 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.
29 F au lieu de 46 F

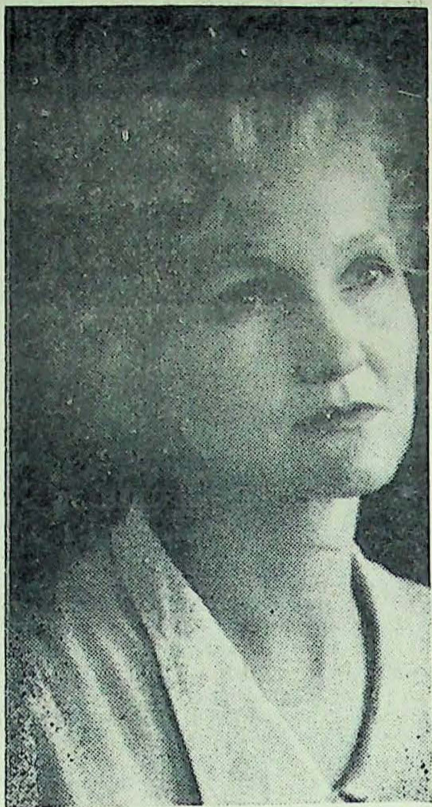
BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5

Veillez m'envoyer les ouvrages suivants
pour un montant total de fr. somme que veuillez trouver incluse en un chèque mandat
 chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.
Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.

Nom Profession

Adresse

Service littéraire « Tribune socialiste »



EVELYNE SULLEROT

PRIX TRIBUNE SOCIALISTE

Le Prix TRIBUNE SOCIALISTE 1963 a été décerné à Evelyne Sullerot pour son livre « La presse féminine » (Editions Armand Colin).

Le livre de Pierre Belleville « Une nouvelle classe ouvrière » (Editions Julliard),

sorti des presses au début octobre, n'a pu concourir pour le Prix.

Au cours des délibérations du jury, qui ont eu lieu le 10 octobre, des voix se sont portées sur l'ouvrage de Claude Estier « La gauche hebdomadaire » (Editions A. Colin) et sur celui de Daniel Guérin « Le front populaire » (Editions Julliard).

A l'âge de 13 ans, la lycéenne Evelyne Sullerot fut arrêtée par les Allemands pour avoir dessiné des croix de Lorraine sur son bureau. Relâchée, elle s'engagea immédiatement dans le maquis de Sologne. Son père et sa mère étaient déjà arrêtés.

Après la guerre, elle participa à la lutte contre la guerre d'Indochine, s'inscrivit au Club de l'Observateur, adhère au P.S.A. dès sa fondation.

Parallèlement à cette vie militante de caractère purement politique, elle allait être, peu à peu, conduite à ses études et ses travaux actuels à la fois par son expérience de la vie et par les exigences de son esprit.

Mère de quatre enfants assez rapprochés, ayant connu les difficultés des femmes et des jeunes ménages, elle rejoint la doctoresse Marie-Andrée Weill-Hallé et devient une des fondatrices du Mouvement pour le planning familial. C'est au cours de sa propagande en faveur de la contraception que, pour répondre aux adversaires de tous genres, elle éprouve le besoin d'approfondir et de préciser ses connaissances en matière sociale.

Une enquête à laquelle elle participe sur les attitudes et les comportements féminins, lui révèle, dès ce moment, l'importance de la presse hebdomadaire féminine dans la vie des femmes.

Entrée au Centre d'Etudes des Communications de masse, elle collabore à une enquête sur les films et c'est alors qu'elle a l'idée d'entreprendre, pour son compte, une enquête analogue sur la presse féminine d'où est né le livre qui vient de recevoir le prix de Tribune Socialiste.

Elle soutiendra, dans quelques jours, une thèse de Recherches historiques sur la presse féminine de 1750 à 1848.

LA presse féminine était jusqu'à présent un sujet d'ironie. Pour la première fois une étude sociologique serrée dépasse le cadre étroit de la presse du cœur et brosse un panorama de la presse féminine. Evelyne Sullerot, qu'est-ce qui vous a attiré dans ce domaine ?

— J'avais fait une étude sur les aspirations féminines. Une des questions posées était : lisez-vous ? Je m'attendais à ce qu'on me cite des quotidiens politiques et on m'a cité un nombre incalculable d'hebdomadaires féminins qui, dans la formation des femmes, jouent un rôle important. J'ai fait une analyse du contenu.

— Quel travail cela a-t-il représenté ?

— Le travail d'analyse que j'avais fait sur les feuilletons, nouvelles et romans-photos a été très long. Je peux compter que j'ai passé 5 ou 6 mois à dépouiller tous les thèmes, etc. Puis un second travail est venu chevaucher l'autre. Il consistait à interviewer tous les directeurs de publications, en dehors de mon travail quotidien et de mère de famille.

— Au cours de votre enquête, quelles surprises avez-vous eues ?

— Beaucoup, la plus grande a été d'ordre historique. J'avais imprudemment prévu un chapitre historique. Je suis allée à la Bibliothèque nationale, pleine d'ingénuité, pensant trouver deux ou trois journaux : journal des demoiselles, journal des dames, moniteurs, etc. J'ai découvert un monde inconnu. J'ai répertorié près de 480 périodiques destinés aux femmes. Cela a été une découverte énorme parce que cette approche historique m'a fait modifier mon analyse sur la presse actuelle.

— La presse féminine donne-t-elle

une image fidèle de la femme moderne ?

— Cela donne une idée globale des préoccupations de la femme à notre époque. Quand on lit ce qui a été écrit depuis 1750, on se dit que, malgré tout, on a dans ces journaux un reflet, et d'autre part c'est aussi un bréviaire, un catéchisme. C'est-à-dire qu'on voit ce que certains groupes idéologiques ou certains groupes économiques voudraient que les femmes pensent et fassent, et dans quelle morale ils voudraient les conserver. Il y a donc un rôle de reflet ; le Courrier du cœur par exemple est très intéressant sur ce chapitre.

— La presse féminine d'aujourd'hui apparaît ou s'efforce d'apparaître apolitique, à votre avis pourquoi ?

— Nous avons trop tendance, surtout nous intellectuels, à considérer la « politique » comme de grandes discussions idéologiques. Je crois que la politique c'est la place d'un citoyen dans la cité, et la femme maintenant en a une.

« Naturellement les journaux féminins ne parlent pas politique parce qu'avant tout ils sont de grands communs rassembleurs de certaines couches socio-culturelles féminines. Les clivages dans cette presse ne passent pas du tout par l'opinion politique, il n'y a pas un journal féminin de droite ou un journal féminin de gauche. On peut seulement les classer selon la richesse ou l'instruction. »

— Pouvez-vous nous donner des exemples ?

— Les plus pauvres ont besoin d'une évasion dans le romanesque. Après cela, les journaux à tendance petite-bourgeoise sont beaucoup plus moralisants, plus pratiques, avec une caution en général catholique et

beaucoup de romanesque aussi. Et puis, il y a des journaux pour femmes élevées, qui sont plus luxueux et qui servent de supports de publicité : ELLE, MARIE-CLAIRE, MARIE-FRANCE, etc. Pour en revenir à votre question, leur politique n'est pas directe, sauf peut-être l'influence de l'Eglise qui est extrêmement sensible dans certains journaux. Je trouve qu'il fallait quand même dire que la femme a une influence énorme sur les modes de vie, sur l'éducation des enfants, la délinquance juvénile, l'alcoolisme ; tout ça la regarde de très près.

— Pouvez-vous me dire quelles conclusions pratiques peut-on tirer de votre enquête ?

— Vous m'apportez une grande joie, car je voulais qu'on ne rit pas de ce que lisent des millions de gens. Si des millions d'individus lisent quelque chose, il n'y a pas de raison d'en rire. Il faut voir à quels besoins cela correspond. S'il y a une telle frustration sentimentale et affective, c'est que notre vie politique, intellectuelle, devrait avoir plus de chaleur humaine qu'elle n'en a. Je crois qu'au XIX^e siècle elle en avait. D'autre part, sur le plan de l'élevation du niveau culturel, il fallait attirer l'attention sur l'isolement des intellectuels qui pensent que l'esthétique doit toujours être séparée du sentimentalisme. Une élévation du niveau culturel de toute la population féminine sous-entend que ceux qui s'occupent de l'avant-garde intellectuelle n'aient pas toujours un réflexe de mépris et que les meilleurs écrivains ne refusent pas d'écrire dans des journaux qui sont lus par ce peuple dont ils se gargarisent.

Interview recueillie par
Marcel Aizertin.

REFLEXIONS SUR "LA PRESSE FEMININE"

LE petit livre d'Evelyne Sullerot dit-on volontiers même dans nos milieux. Et en disant « petit », ce n'est naturellement pas au format que l'on pense.

Les femmes représentent la moitié de l'humanité, mais il est bien entendu que les questions relatives aux femmes sont des questions secondaires, que le public féminin est un public mineur, que la presse féminine, même si elle tire à des dizaines de millions d'exemplaires, est une petite presse.

La gauche crève de quelques-unes de ces attitudes d'esprit figées. Certains s'en avisent parfois. Il leur arrive de déclarer d'un air désolé, mais résigné : « On ne s'est pas assez occupé des femmes dans nos partis. » Après quoi, ils s'empressent de revenir aux choses sérieuses.

Or le livre d'Evelyne Sullerot est une de ces analyses à la fois descriptives et critiques qui sont bien nécessaires aujourd'hui parce qu'elle révèle dans sa réalité un immense public dont on ne se fait qu'une très vague idée. Ce public, malgré un certain nombre de préoccupations et de soucis communs ne constitue pas une masse indifférenciée : il est au contraire formé de diverses couches sociales qui ont chacune leurs goûts et leurs problèmes caractéristiques. Pas-delà un

certain nombre de constantes, des évolutions se dessinent. On découvre enfin que le soi-disant « apolitisme » des femmes ne signifie pas moins le moins du monde que celles-ci sont fermées aux aspects de la vie collective, aux questions sociales ou aux événements mondiaux, mais bien plutôt qu'elle représente la politique telle qu'elle leur apparaît, telle qu'elle s'est toujours présentée à elle. Comment espérer convaincre un jour les foules et les amener à comprendre les mécanismes du monde actuel si on ignore délibérément les réactions quotidiennes de ces foules, leurs points de sensibilité, l'image qu'elles se font d'abord de ce monde et de leur propre vie ?

Au-delà du problème particulier de la femme dans la société moderne le livre pose ainsi le problème des « communications de masse » dans leur ensemble. Outre les hebdomadaires féminins, il y a les hebdomadaires de jeunes dont la montée en flèche a surpris ces derniers temps tous les observateurs. Il y a enfin les journaux comme France-Dimanche et Ici Paris. Déclarer que tous ces journaux sont médiocres, ridicules ou consternants n'a jamais fait baisser leur tirage d'un seul exemplaire. En outre, si ce genre de déclarations à la fois paresseuses et méprisantes peut

satisfaire misogynes et misanthropes, elles devraient faire honte aux démocrates et aux révolutionnaires qui, par définition, misent sur l'homme et sur son pouvoir de changer son destin.

Quel est le rôle de cette masse de papier imprimé ? A quoi répond-elle ? Que sert-elle à véhiculer ? Certainement pas l'information et la culture. Plus précisément, ce qu'elle peut contenir d'informations sérieuses d'ordre scientifique, historique, pratique ou culturel n'est jamais l'essentiel. Il est évident que son succès correspond à d'autres besoins. Ces besoins sont-ils légitimes ou non, naturels ou artificiels, puissants ou artificiellement gonflés, on pourra en décider qu'après avoir dénombré ces besoins, examiné de quelle façon cette presse les satisfait et de quelle façon elle les utilise.

On peut dire en gros que ces besoins — besoins de distraction, d'évasion, de compensation à la vie quotidienne, besoins qui s'apparentent au jeu et à la rêverie — ont toujours existé et existeront sans doute toujours. Ils tendent à délivrer une sorte de rendu d'affectivité et d'imagination inemployé, et nul n'est à l'abri de leur naïveté, ou même de leur naïserie. Le sceptique La Fontaine nous a confié le genre de rêves auxquels il

s'adonnait : « On m'élit roi. Mon peuple m'aime. »

Alain qui consacra son œuvre à démythifier la guerre avoue quelque part qu'il a toujours aimé se livrer à des rêveries de gloire militaire.

Il n'y a pas de quoi être fier, mais il n'y a pas non plus de quoi fouetter un chat.

Où la chose devient plus grave, c'est quand, dans une société comme la nôtre, le caractère harassant de la vie moderne tend à amplifier ces besoins outre-mesure et à leur donner un caractère de névrose collective. Quand la presse dont nous parlons — étant une affaire d'argent — vit de l'exploitation de ces besoins et de leur gonflement ; quand cette affaire d'argent qu'est la presse s'appuie sur d'autres affaires d'argent pour exacerber à leur tour ou créer presque de toutes pièces d'autres besoins secondaires (on pense au rôle que joue, par exemple la publicité pour les produits de beauté dans les journaux féminins). Quand enfin cette presse contribue à entretenir plus ou moins sciemment certains mythes sociaux, certains tabous, certaines images du passé.

Tous ces mécanismes sont parfaitement démontrés dans le livre d'Evelyne Sullerot. Mais on se rend compte en le lisant que la désintoxication ne sera pas chose aisée.

Colette Audry.